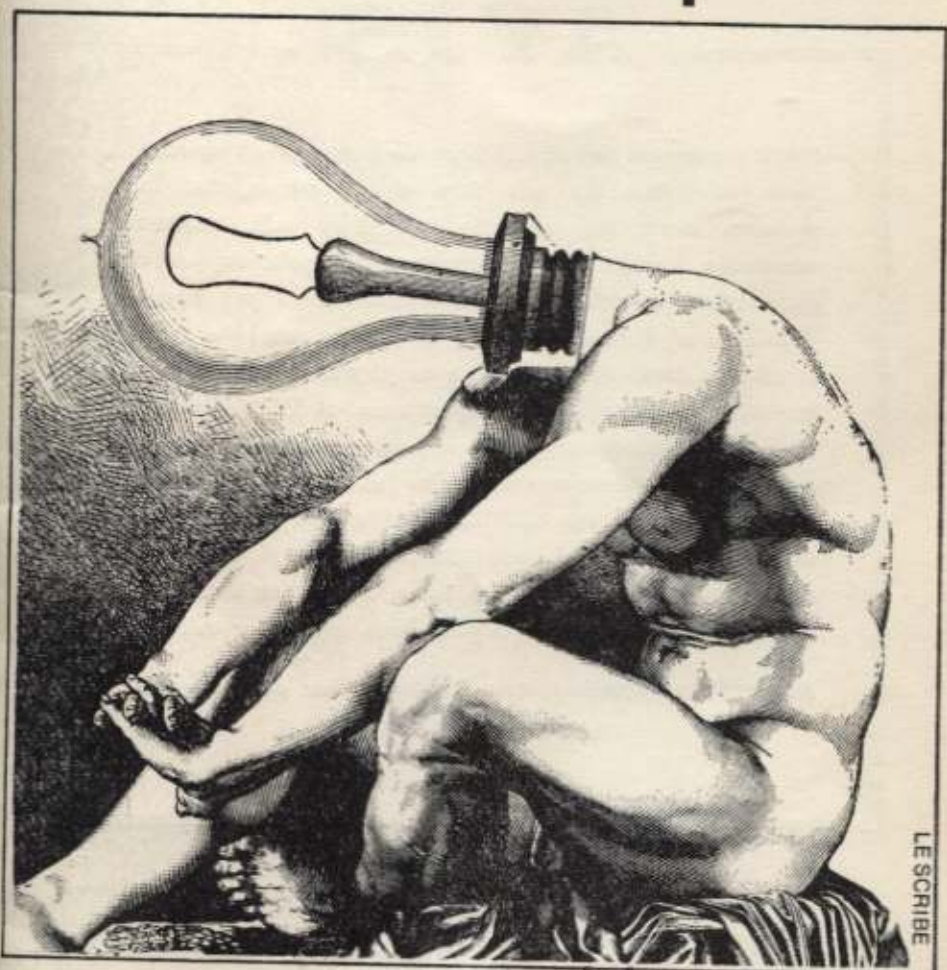


“on est payé  
le sept...”



anarchisme  
et non-violence 32

# AVIS

Nous y pensons depuis un bout de temps, mais comme nous voudrions ne pas être des commerçants, la décision avait été retardée. Pourtant cela devient nécessaire : nous allons augmenter le prix de notre publication. Le prix de l'abonnement n'avait pas bougé depuis le n° 1 (avril 1965) ; le prix au numéro avait fluctué en fonction du nombre de pages. Inutile de dire que nous ne gagnons pas d'argent avec ANV. Simplement, le tirage a été augmenté suivant la demande. Mais faut-il rappeler que nombreux sont les abonnés négligents ? faut-il dire qu'il est difficile de faire payer certaines commandes ? Nous n'avons pourtant jamais fait d'appel angoissé, nous nous sommes tenus à une gestion saine, nous n'avons pas pété plus haut que notre cul.

Avant l'augmentation nous invitons les camarades à éponger les retards...

JANVIER

MARS

1973

## sommaire

---

on est payé le 7...

page 2

---

Si tout le monde peut exprimer ses expériences de vive voix, il est plus difficile de le faire par écrit. C'est pourquoi nous avons eu recours au magnétophone pour restituer cette discussion. Mais la parole est telle que jetée sur le papier, sans le support des gestes et du ton, elle perd une grande partie de son pouvoir d'évocation. Malgré les corrections effectuées, ce texte laisse donc subsister des obscurités et le style en est parfois d'une lecture difficile. Son intérêt mérite néanmoins, nous semble-t-il, l'effort que devra accomplir le lecteur.

Voici les thèmes abordés :

l'usine — la section syndicale — l'influence du P.C. — la grève — le vote — violence - non violence — piquet de grève — rapports d'autorité — l'auto-gestion — un prolétaire c'est quoi ? — directivité — non directivité — célibataires et mariés — les inhibitions.

---

commentaires

41

---

de l'utilisation d'un vocable

47

---

« commune libre »

53

---

# on est payé le 7...

mai 1972

---

## ***L'usine***

---

— Ta boîte, ça représente combien de gars à peu près ?

— 1 000 avec toutes les agences.

— Avec les employés du siège et tout ?

— Oui, à peu près, avec cinq agences réparties dans toute la France. A Saint-Denis où je travaille, il y a à peu près 50 bonhommes.

— Et là, il y a plusieurs ateliers ?

— Oui, il y a l'atelier de câblage, de tôlerie et un atelier qui vient d'être nouvellement créé, un atelier de préfabrication électrique.

C'est parti des problèmes de la paye.

Des problèmes sur la paye, il y en a tout le temps. Le mois dernier, il y a les monteurs qui ont fait un débrayage parce qu'ils avaient la paye en retard. Eux, la paye, c'est le 10. La direction a fait une note de service, ça a fini par être accepté et maintenant c'est le 10. Nous, on arrive encore à maintenir le 7, histoire de les emmerder mais il y a aussi des gars qui ont besoin de fric.

— Est-ce qu'il y a des acomptes ?

— Oui le 25. Avant il y avait des acomptes toutes les semaines, mais ils ont été supprimés. Il y a aussi le paiement par chèque, les gens ne pouvaient pas avoir de l'argent liquide. Il fallait des fois qu'ils attendent une semaine pour l'avoir. Tout cela fait qu'au sujet de la paye les gars sont très mobilisés. C'est un truc qui marche. Ce n'est pas que ça marche à tous les coups, mais les gars en ont marre.

— Tu es dans la boîte depuis combien de temps ?

— Depuis novembre 67. Ça fait un bout de temps, hein ?

— A part le problème de la paye, est-ce qu'il y a d'autres problèmes... d'autres revendications qui provoquent les discussions des gars ?

— Oui, dans la société il y a quelque chose qui se passe. Il y a une restructuration faite parce qu'on vient de fusionner. Cela se traduit par des licenciements, tant chez les cadres que chez les ouvriers. Il y a aussi les bas salaires. A Saint-Denis, il y a des gars qui sont payés pratiquement au S.M.I.C., beaucoup de jeunes, bien sûr.

— Oui, tu nous avais dit aussi qu'il y avait beaucoup de Noirs.

— Il y a beaucoup d'immigrés. Je n'ai pas le pourcentage, mais il y en a une belle proportion. Chez les O.S. il y a beaucoup d'immigrés.

— A un moment aussi tu nous avais parlé de conditions de travail dégueulasses dans la peinture, je crois ?

— Oui, mais là il n'y a plus de problèmes. C'était un problème des dégraissants. Maintenant ils ont... ils dégraissent avec un produit toxique et volatil... mais je ne sais pas si ça vaut la peine de s'étendre là-dessus maintenant ?

— C'est seulement pour situer un certain nombre de problèmes qui existaient avant la paye, les problèmes qui amènent les gars à...

— En fait, les problèmes qu'il y a eu c'était en 68, il y avait une atmosphère explosive ; la répression qui s'exerce, tu vois un peu, le chef qui est toujours après les mecs, qui gueule et qui insulte même les gars. En 68, quand on a occupé c'était sur ce sujet, tu vois.

— Ah bon, vous avez déjà occupé en 68 ?

— Oui, on a occupé un mois. Ça aussi, il faut en parler. Pendant un an, il n'y a rien eu, mais à Saint-Denis il y a des traditions...

*...enfin, je me souviens, longtemps après, sur un petit atelier, on faisait grève. Un petit détail... un poste de soudure à l'arc rotatif ça fait toujours beaucoup de bruit parce qu'il y a un redresseur de courant dessus, ça fait beaucoup de bruit, quand tu l'arrêtes ça fait un silence... je me souviens d'une époque où on avait fait des grèves perlées, il y avait un même qui arrêtait le poste et sifflait et tout le monde s'arrêtait spontanément, c'était vachement marrant, et on allait discuter dans un réfectoire.*

— C'était après 68 ?

— Oui. C'est d'ailleurs une grève qui a jouaré, enfin on n'a pas obtenu grand-chose. On avait fait d'abord huit jours de grève perlée comme ça et après on a fait une grève illimitée pendant une semaine et au bout de cette semaine nous avons repris le boulot avec pas grand-chose. Ça ne les gênait pas tellement, il n'y avait pas beaucoup de boulot, on aurait pu tenir un mois, ça n'aurait rien donné du tout.

---

## **la section syndicale**

---

— Quelle est la place des syndicats là-dedans ? Le taux de syndicalisation, par exemple.

— Il y a une époque où c'était très élevé, maintenant c'est très bas parce que je suis fainéant et ça me fait chier de ramasser les cotisations. J'aurais peut-être des problèmes en fin d'année, mais des syndiqués il n'y en a pas beaucoup.

Les problèmes ne se posent pas en termes de syndicalisation. Cela ne veut rien dire que le gars paye un timbre... si, ça veut dire déjà, pour que le mec donne du fric, ça veut dire quelque chose, mais ce n'est pas tout. Ça veut dire : « J'adhère, je verse », mais cela ne veut pas tout dire.

---

## **l'influence du p.c.**

---

Sur Saint-Denis, c'est net, l'idéologie du P.C., même indirectement, elle passe... Il y a un truc sur les gauchistes par exemple : tu discutes avec les gars comme ça. Eh bien, c'est un peu comme la savonnette Monsavon à la télé ou à la radio, c'est rentré dans la tête mais tu ne sais pas trop d'où ça vient, c'est net. Je vais te donner un exemple : on s'est réuni hier, il y a un gars qui est arrivé vers 9 heures et on discutait... Il disait que le mouvement qu'on avait fait était complètement absurde, alors que c'était un gars qui avait occupé avec nous, tu vois. Je lui ai demandé avec qui il en avait discuté.

— Avec mes beaux-parents.

— Avec tes beaux-parents ?

— Oui, mes beaux-parents sont au P.C.

Bon, c'est net. Le gars n'est pas au P.C. Je lui ai dit que j'étais à la C.G.T. mais pas au parti.

— Oui, ça m'intéresse, parce que moi non plus je ne suis pas pour le parti. Il n'empêche que dans ses propos... il en a même discuté avec un délégué de tel endroit, tu vois.

En fait, sur Saint-Denis, il y a un poids ; le P.C. a un poids, c'est énorme, maintenant je commence à m'en rendre compte.

— Les gars ils lisent *L'Humanité* ?

— Non. Peut-être chez eux, mais... Ce qu'ils lisent c'est *L'Humanité-Dimanche* parce qu'on la leur apporte à domicile, tu comprends ; et le mec, pour être bien vu dans la commune... parce qu'en fait ce n'est pas

dû à la commune, c'est la même chose que le mec pour son histoire de 200 F: Il n'ose pas demander au sous-directeur une photocopie de son acte de mariage pour toucher 200 F.\* Il préfère les perdre, les 200 F parce qu'il n'ose pas. Alors, en fait, c'est ça, on est conformiste, on est comme tout le monde et dans la commune c'est bien de lire *L'Humanité-Dimanche*. On n'en a rien à foutre, le journal on le trouve un peu con, mais quand le mec vient on le prend quand même parce que... oh! il y a ça... et puis il y a le truc de la télé, un tas de trucs et *L'Humanité-Dimanche* ce n'est pas si mal que ça, etc., on n'ose pas refuser au mec. Cela fait qu'on lit *L'Humanité-Dimanche*.

On lit peut-être autre chose je ne sais pas... Si, il y a le journal de la commune quand même...

— ... qui est tenu par les communistes ?

— Oui. Cela fait qu'il y a toute une idéologie qui passe. Tout cela représente une force oppressive mais il y a aussi chez certains jeunes un anticlégalisme ou un anti-P.C. qui est très net. Je me souviens au moment d'élections, alors que je ne suis pas un cégétiste orthodoxe (c'est pas clair dans la tête des gars), les gars scandaient: « La C.G.T. ne passera pas! » au niveau d'un petit atelier ça se traduit par ça.

— Les gars habitent-ils à Saint-Denis ou ailleurs ?

— Il y en a qui habitent à Saint-Denis ou les municipalités voisines, mais c'est pareil. C'est assez curieux, on a l'habitude de... il y a des aspects positifs. Quand on a un problème, on va voir le maire, alors que sur Paris tu ne vas pas voir le maire. C'est un organisme neutre, tandis que là c'est déjà une petite banlieue, une petite ville, où tout le monde se connaît ou presque.

---

## la grève

---

— Pour situer l'événement dans le temps. On a occupé dans la nuit du 4 au 5 mai (jeudi-vendredi). Ça a commencé le mercredi 3. Nous avons eu une réunion avec la direction pendant laquelle nous avons appris que la date de la paye serait le 8...

*Le problème est le suivant : habituellement, la paye c'est le 7. Mais il y a des histoires, depuis une année la paye a souvent du retard à cause des histoires de mécanographie. Nous avons déjà mené une action il y a un an pour la périodicité de la paye. A l'époque, le P.-D.G. a voulu... (un vieux monsieur qui a démissionné depuis comme la boîte a fusionné) avant de quitter la boîte, pour les*

---

\* Prime versée par les œuvres sociales d'un organisme paritaire du bâtiment.

*emmerder, comme nous on avait manifesté, il était tout seul, il nous a signé un papier disant que la paye aurait lieu même avant le 7.*

— *Vous êtes payés au mois ?*

— *Mais oui, comme tout le monde actuellement. Il y a le délégué indépendant qui a signé un accord.*

... le 3 mai, quand je suis arrivé le matin, les gars m'ont dit que la paye aurait lieu le 8 au lieu du 7. Comme le 7 c'est un dimanche, la paye aurait dû être donnée le 5. Les gars ont gueulé. J'ai attendu le sous-directeur...

— C'est au niveau de ton atelier ?

— Oui.

— Il y a combien de mecs ?

— 50 environ. Le sous-directeur nous a dit : « Faites ce que vous voulez, il n'en est pas question... vous aurez l'argent le 8. » On a débrayé.

*... Il faisait beau. J'ai remarqué que c'est souvent quand il fait beau qu'une grève éclate. C'est marrant. Même des fois je ne suis pas là, je reviens et les gars sont en grève. Quand il fait beau, ça doit jouer...*

Les gars m'ont dit qu'il fallait aller au siège social. Là on a vu le directeur qui fait l'agence Paris-Saint-Denis.

— Le siège, c'est aux Champs-Élysées ?

— Oui, enfin c'est dans le 8<sup>e</sup> arrondissement, pas loin de la place des Ternes.

C'était dur quand même. On a bien mis deux heures pour se décider, trouver un nombre de voitures suffisant. Il y en avait qui disaient : « Bon ! Je viens mais attendez-moi... » On était une délégation d'une quinzaine de personnes.

— Tu étais le seul délégué ?

— Non, on était deux délégués. On a frappé à la porte, on a vu la secrétaire du directeur qui nous a dit qu'elle allait voir si M. Untel était disponible. Lui, bêtement, au lieu de nous recevoir, il est sorti de son bureau, et là les mecs l'ont entouré et il était obligé de discuter avec nous. Il était pâle, il tremblait...

*C'est très intéressant, parce que les gars l'ont remarqué. Que le directeur ait peur, les gars ne se rendent pas compte de leur force. C'est à ce niveau-là qu'il faut qu'on en discute, c'est important, moi je le sais parce que je l'ai ressenti pour moi à l'époque où j'étais à contre-courant par rapport aux gars de mon atelier. Je sentais la colère, le mécontentement des gars, quinze paires d'yeux qui te fusillent, même au niveau du langage, ça fait une impression terrible.*



Alors, je comprends qu'un type comme un directeur qui représente quelque chose, l'autorité par exemple, je crois qu'il sort de Polytechnique, il n'a pas l'habitude d'avoir des contacts comme ça. On avait déjà fait ça. Un jour, un directeur nous disait : « Mais je ne comprends pas, vous avez la paye en retard, mais si tous les mois elle est en retard, vous devriez avoir pris vos dispositions, avoir des habitudes ? » Alors, j'ai été vache avec lui, tous les gars étaient en grève et je lui ai demandé d'expliquer ça aux gars au réfectoire. Je l'ai amené. Là, les gars ne l'ont pas touché mais c'était bath : « Et vous, si vous gagniez 800 F par mois... » Il était confronté... C'est bon ! Il tremblait avec sa main sur la poignée de la porte. C'est une bonne vacherie, ça fait du bien, ça soulage...

... alors, il nous a dit : « Demain matin je viendrai avec le directeur général à 8 heures 30 et on vous donnera des acomptes équivalant à la paye. »

Forts de cela, il était tard, le lendemain nous avons repris le boulot. A 8 heures 30, quand ils sont arrivés, ils nous ont pas prévenus tout de suite qu'ils étaient là ; et ils ont demandé comme préalable notre cahier de revendications. Les gars avaient décidé de débrayer dès qu'ils arrivent : « Dès qu'ils sont là... pof ! » C'était unanime. On n'avait pas besoin de se regarder mutuellement. Les directeurs nous ont donc demandé notre cahier de revendications, un vieux cahier sur lequel était consigné que le délégué indépendant avait accepté que la paye soit retardée entre le 7 et le 10. Et ce cahier, ce serait à voir si c'est une méthode non violente ou pas, a été planqué.

— Ils en ont pas un double ?

— Non, justement. J'ai tout fait pour que ce cahier soit planqué, pour les emmerder. Il m'a demandé le cahier. Alors, j'étais hypocrite. Je savais ce qu'il allait me demander, mais il me l'a demandé sur un tel ton, parce qu'on a un directeur qui a l'habitude d'avoir affaire à la province et il n'a jamais rencontré quelqu'un qui se dresse devant lui. Il a l'habitude d'écraser. C'est le monsieur qui n'a jamais cédé. C'est très bon, puisque le mouvement qu'il y a eu là, si le directeur avait pris des dispositions, il n'aurait pas eu lieu. En fait, il a favorisé tout. Et c'est tant mieux !

— Tu ne lui as pas filé le cahier ?

— C'est ça. On lui en a filé un autre. Quand il est revenu, il a dit que ce n'était pas celui-là, on lui en a refilé un autre, toujours pas le bon, et une fois qu'il nous a demandé le bon on a dit qu'on ne l'avait pas. Après, les directeurs ont dit qu'ils voulaient bien discuter avec nous. Moi, j'avais à parler à mes collègues. Je leur ai dit : « Dans cinq minutes. Vous nous avez fait attendre, nous, maintenant, nous vous faisons attendre. » Ils n'ont pas attendu, ils sont montés dans leur voiture et ils sont partis et c'est à la suite de cela qu'on a décidé de retourner au siège.

— C'est le 4 mai, alors ?

— Oui. On est retourné au siège. Là il y avait un peu plus de monde quand même. La température avait un peu monté, mais c'est dur pour les gars de décider d'aller au siège social de la boîte. C'est très dur ! Tout le monde ne voulait pas venir, enfin on a payé deux taxis, il y en a quelques-uns qui sont restés ... je ne sais pas ce qu'ils ont fait ... on les a revus ... tu comptes pas tous les gars !

— Vous étiez combien ?

— Une quarantaine. Nous avons occupé le hall de réception. La direction nous a dit toute la journée qu'elle voulait bien discuter avec nous lorsque nous aurions quitté le hall, mais pas avant. Nous, on a dit que dans ces conditions on restait et on ne discutait pas. C'est très bon. C'est une erreur de la direction d'avoir refusé.

— Il y a combien d'employés au siège ?

— Je ne peux pas te dire exactement, mais à peu près 120 personnes.

— Vous êtes arrivés le matin ?

— Oui.

— Et vous avez occupé toute la journée ?

— Oui. Il y avait des gars qui étaient revenus. Il y avait des gars en bleus qui se sont changés. Je me suis changé parce que j'allais en taxi, il m'aurait peut-être pas pris en bleus. Mais c'est bon, parce que dans ce hall de réception il y a des fauteuils et un tas de trucs. Justement, on n'est pas passé par la petite porte des employés mais on est passé par l'entrée principale où on reçoit les représentants.

On a occupé toute la journée. On a essayé de mettre l'inspecteur du travail dans le coup en lui disant : « Voilà, la direction ne veut pas nous donner la paye. » Lui nous a dit de quitter le hall et puis ma foi ...

Le soir, on était toujours là et à un moment donné il y a des gars qui ont dit : « On rentre chez nous. » En fait, le soir, la question est lancée comme ça : « On occupe ? » Mais ça s'est répété par quelques gars, comme ça, ça mûrissait petit à petit. Et à un moment donné, c'est devenu définitif : on occupait. Il y avait toute une table de mecs qui avait décidé d'occuper.

On va parler de la concierge ... Au siège il y a un local du comité d'entreprise, c'est un petit réduit où on fait des réunions, où on classe des dossiers, il m'arrive d'y aller dans ce local et je prends la clef et bien souvent j'oublie la clef dans ma poche. Alors la concierge me dit (c'est un détail marrant) : « Vous n'oubliez pas de me rendre ma clef ? » Je lui ai dit que je n'aurais certainement pas à lui rendre la clef ce soir, parce que ce soir on reste là.

C'est marrant, parce que je la sentais derrière la porte et puis je la voyais comme ça, la bouche ouverte, une petite bonne femme, petite boule, tu sais, âgée, elle doit avoir plus de 65 ans, comme ça, la bouche bée et

qu'elle allait le dire au sous-directeur de Saint-Denis et quand il m'a vu passer... c'est marrant, parce que pendant tout l'après-midi il se foutait presque de notre gueule et là il commençait à avoir des problèmes, il tournait en rond : « Alors, il paraît que vous occupez ce soir ? » Moi, je lui dis : « Vous savez, je ne sais pas, c'est les gars qui décident. » C'est la phrase que j'emploie toujours... Ça avait l'air de le perturber un peu.

— Pendant toute la journée, quels ont été les contacts avec les employés ? 40 gars dans ce hall, cela avait bien fait causer.

— Oui, on a essayé d'avoir une réunion avec les délégués du siège, mais à part deux ou trois qui sont des mecs sincères, tous les autres se sont défilés, je parle des délégués, ils avaient à faire, ils n'avaient pas le temps, etc. Pour les gars au siège il n'y avait rien d'anormal tant qu'on n'avait pas occupé. On était là, c'est tout !

— Les employés ne sont pas venus discuter avec vous ?

— Non, pas spécialement, non, je voyais les gens que je voyais d'habitude. Si, il n'y a qu'un type qui a essayé de me faire la morale en disant qu'on allait couler la boîte, c'est le responsable du service achats. Je n'ai accepté de discuter avec lui que lorsqu'il y avait du monde autour de moi. J'ai eu une bonne discussion avec lui :

— Vous voulez couler la boîte ?

— Nous, on n'en a rien à foutre, nous, ce qu'on veut c'est gagner notre croûte et avoir la paye à l'heure.

— Oui, mais alors vous allez couler la boîte ?

— Et un tel qui a été mis à la porte ? Et les licenciements ? Qu'est-ce que vous en faites ? Pour la bonne marche de l'entreprise on licencie et cela ne vous gêne pas ?

— Quels licenciements ?

Il y a quand même eu tout un service de téléphonie, 55 personnes, qui, petit à petit, ont été licenciées. Et quand tu prends quelqu'un à partie comme ça et que tu as les gars autour de toi, c'est positif.

— A midi, vous avez bouffé comment ?

— On s'est débrouillé de la manière suivante : comme on avait tous commandé notre cantine à Saint-Denis, c'est une cantine extérieure, on a envoyé un gars la chercher.

— Qu'est-ce qui s'est passé quand les mecs sont arrivés avec la cantine ?

— Eh bien, les gars commençaient à avoir faim, on leur avait dit qu'il fallait attendre. Je ne sais pas trop ce qui s'est passé... mais j'ai entendu... dès que la cantine est arrivée (il était une heure de l'après-midi, parce qu'au siège ils bouffent à une heure, et nous on a l'habitude de bouffer à midi ; ça faisait donc déjà une heure qu'ils attendaient, ils avaient l'estomac creux)... et dès que les plats sont arrivés ils n'ont pas

attendu, ils sont tous moûtés là-haut. Il y a eu du chahut... il y a un petit escalier assez exigü... mais ils se sont débrouillés, ils sont passés je ne sais pas comment, mais ils ont bouffé. Ils ont même bouffé les gâteaux des femmes de service. Il y avait quatre gâteaux dans une assiette parce qu'elles ne mangent pas à la cantine, mais il doit rester des gâteaux comme elles font la vaisselle. On peut dire que ce n'est pas bien, on peut dire tout ce qu'on veut, mais... il y a un copain délégué qui m'a dit ça. Sur le coup, je me suis marré, quoi ! quitte à leur payer d'autres gâteaux, mais il ne faut pas en faire une affaire. C'est normal qu'il y ait des bavures dans des trucs comme ça et au départ je pense qu'il faut les accepter sinon on ne fait rien. Et bien souvent on ne fait rien. Il vaut mieux accepter les bavures...

*Au départ, pour en revenir à la femme de ménage, la nuit où nous avons occupé, il y a eu un pied de table cassé, ce n'était pas grave. Alors, elle a été mettre la table bien en évidence et quand je suis passé elle gueulait ; je lui ai dit que ce n'était rien. Elle a répondu : « Oui, mais avec vous ce n'est jamais rien ! » Le lendemain elle avait une attitude tout à fait contraire, elle a contribué à fermer toutes les portes.*

— Le soir, comment avez-vous bouffé ?

— On a grignoté. Il y a un copain qui est revenu avec... j'ai bouffé un œuf dur et quelques bricoles que quelqu'un avait amenés.

Le soir, à un moment donné, les gars sont tous partis en disant qu'ils revenaient mais on s'est retrouvé à quatre de la boîte plus un trotskyste qui est nouvellement élu délégué mais qui, du siège, était tout seul, il est resté avec nous. Il y a aussi un gars de la C.G.T. un ingénieur, un mec du P.C., il milite sur le plan de la Fédération, qui était là mais qui ne devait pas rester.

— Alors, vous vous êtes retrouvés quatre de votre atelier ?

— Oui, plus un mec. Plus le trotskyste du siège. Voilà.

— Et les autres sont partis, pourquoi ?

— Ils étaient en bleus, il fallait qu'ils se changent, d'autres voulaient prévenir leur femme, leurs parents, etc. Il y a eu toutes ces questions-là, mais personne n'a réfléchi qu'il n'y avait que quatre mecs qui restaient là.

— Cinq ?

— Oui, mais le gars du siège, théoriquement, il aurait pas dû rester.

— Oui, mais il est resté quand même ?

— Oui. La direction, à un moment donné, nous a dit : « Voilà, pour des raisons de sécurité, on est obligé de couper l'électricité et vous ne pouvez pas rester dans les lieux. Revenez dans dix minutes pour nous dire ce que

vous faites. - Nous avons discuté dix minutes. Est-ce que les autres allaient revenir ou pas ?

— C'était quelle heure ?

— 19 heures, environ, pas loin de 19 heures 30 peut-être. Il n'y avait plus personne dans la boîte excepté nous, la concierge et la direction. On a décidé de rester. La direction a répondu qu'elle allait prendre ses dispositions... On aurait pu se demander, bon, elle va appeler les flics, mais non, en fait, leurs dispositions c'était... ils ont dû prévenir chacun chez eux qu'ils passaient la nuit avec nous. Après coup, je pense que c'est cela que ça voulait dire. Ils ont occupé leur bureau. Ils se sont arrangés pour camper toute la nuit avec nous.

— Ils étaient combien, eux ?

— Trois.

— Vous avez donc occupé à huit, déjà. Eux, ils étaient dans leur bureau et vous, vous étiez toujours dans le hall ?

— Oui, mais enfin toute la maison était à nous.

— Et ils n'ont pas coupé l'électricité ?

— Non, c'était un prétexte pour nous faire partir. Mais il faut avouer que nous avons longuement hésité avant... parce que cinq gars ce n'est pas beaucoup, quoi ! dans un grand machin...

— Qu'est-ce que vous avez fait à ce moment-là ?

— Il y avait des négociations qui commençaient à se faire avec la direction, elle nous disait : « On acceptera de discuter quand vous aurez quitté les lieux. » On parlait comme s'il y avait deux cents mecs dans le hall et moi toujours avec ce style : « Il faut que je consulte les gars... » On parlait comme s'il y avait des troupes derrière.

— Mais ils ne savaient pas que les autres n'étaient pas revenus ?

— Si, ils ne sont pas si bêtes, ils ont bien vu qu'on n'était que quatre, les autres ils ne savaient pas où ils étaient, mais...

— Sur les quatre il y avait deux délégués, et quels étaient les deux autres ?

— Deux Arabes.

— Et le deuxième délégué, il n'est pas arabe, par hasard ?

— Non, il est français. C'est un militant C.G.T. sans plus, c'est un bon copain et je me rends compte, à l'avoir entendu discuter, que... je discute beaucoup avec lui... je l'ai un peu déformé... il y a des idées qui sont passées.

— Vous avez commencé votre nuit ?

— Oui, les autres sont revenus petit à petit.

— Dans la nuit ?

— Dans la soirée, vers 9 heures ; on les attendait. La concierge, là, nous était hostile. Dès qu'on les a vus arriver, je suis sorti sur le pas de la porte et elle disait : « Si vous sortez, moi, je ferme la porte. » Je suis donc resté sur le pas de la porte. Il y a un copain qui est venu avec sa femme, elle est rentrée, c'était un scandale avec la concierge : « Je ne laisse pas entrer de personne étrangère à la société. »

— Ce sont des jeunes ?

— Oui, le gars doit avoir 20 ou 22 ans. Un parfait délégué de la C.G.T. je crois qu'il n'accepterait pas. Pour moi, bien sûr, ce sont des erreurs. C'est des erreurs de penser comme le parfait cégétiste. Moi, je suis pour, parce que l'action sinon... l'action doit libérer, en quelque sorte, et dans la lutte, y compris la lutte syndicale, les parties de rigolade ne doivent pas être exclues et dans la lutte syndicale il n'y a pas beaucoup de parties de rigolade.

— Il y a combien de mecs qui sont revenus en fin de compte ?

— On était une dizaine. Il faut que je vous raconte le coup du pépère parce qu'à un moment où on était à cinq, on s'est tâté. Il y avait le gars de la Fédération qui était, bien sûr, pas pour que l'on occupe.

— C'est qui, le gars de la Fédération ?

— Un ingénieur de la boîte mais qui milite à la Fédération, un mec du P.C. Moi, j'ai dit que je n'en avais rien à foutre d'être foutu à la porte. Maintenant, je n'ai plus l'intention de quitter la boîte, mais ça fait longtemps que je parle de quitter la boîte parce que j'en ai ras le bol. Le copain qui est délégué, lui, il s'en foutait, il y avait donc le problème des deux Arabes. Un jeune Arabe et le pépère. Le jeune Arabe, il s'en fout parce que le boulot qu'il fait n'est pas son métier, il a pris ça en attendant, histoire de gagner de l'argent. Le pépère, sa limite c'était... il a demandé en arabe : « Si on reste, est-ce qu'on va être battu ? » L'autre Arabe a traduit. Evidemment, je lui ai dit non, qu'il n'y avait aucun risque.

— Il s'en fout d'être foutu à la porte, mais il ne veut pas être battu ?

— Mais oui.

— Il a quel âge ?

— Il doit avoir une soixantaine. C'était un truc formidable.

*... A Saint-Denis, j'ai beaucoup d'audience auprès des immigrés. Le fait de m'être occupé de ce Malien qui allait être foutu à la porte... Pour lui aussi, tu vois, c'est le gars qui ne sait pas, si je lui dit qu'il faut faire grève, il fait grève, je crois. Si à un moment il n'a plus de fric, il peut plus, là il y aura un problème bien sûr, mais... Tu as des mecs qui sont déterminés, il n'y a pas de problèmes. On a l'habitude de dire que c'est des histoires « à la Zola », mais c'est pas vrai, les conditions de vie... parce qu'il ne faut pas oublier*

*cette fameuse histoire : un jour de l'An on a trouvé des Noirs morts asphyxiés dans un foyer, tu t'en souviens de cela ?*

— Oui, oui.

— *C'était à Saint-Denis. Ça n'est pas des mecs qui travaillent dans ma boîte mais ça pourrait l'être. Dans ma boîte, il y a des mecs qui vivent dans ces conditions-là. Donc, en effet, ces histoires « à la Zola »... il y a des mecs qui vivent dans des conditions incroyables à mon avis, ce qui fait que ces mecs-là n'ont rien à perdre. Ils sont vachement disponibles. Pas toujours, mais une fois qu'ils sont en colère je pense qu'ils sont disponibles. Il n'y a pas de problèmes. Leurs conditions, ils les acceptent, ils trouvent cela normal, ce qu'ils ont connu avant c'était peut-être encore pire donc... enfin, tu vois les Noirs dans quelles conditions ils vivent et toi, ça te démonte, mais ils sont toujours contents, toujours en train de rigoler, enfin presque. Tu te dis... merde !*

— Pour en revenir à ton père, alors il a accepté ?

— Oui, il a accepté. Je lui ai dit qu'on serait peut-être mis à la porte mais je ne pense pas qu'on soit battu.

— En fin de compte, sur les 50 de ton atelier, il n'y en a que cinq ou six qui sont revenus le soir ?

— A peu près, oui. L'occupation la nuit ça a consisté à dormir plus ou moins, à discuter, à rédiger un tract pendant que c'était calme parce qu'on pensait que le lendemain il devait y avoir une agitation. On savait qu'il allait se passer quelque chose le lendemain.

— Comment avez-vous fait pour rédiger un tract à dix ?

— Je l'ai rédigé tout seul. C'était un tract très anodin. A un moment donné, je suis allé dans le local du comité et puis il y a quelques jeunes qui m'ont rejoint et nous avons plus ou moins discuté tout en rédigeant et c'est un des petits jeunes qui l'a terminé parce que je n'en pouvais plus, j'étais complètement vidé.

— Vous l'avez tiré à la ronéo ou comment ?

— Non, on s'est servi de l'appareil syndical. Le lendemain matin, quelqu'un a été le porter à l'union locale du 17<sup>e</sup> et l'a fait tirer.

— Il n'y a pas eu d'opposition ?

— Non c'est un tract anodin.

*... Quand tu as des oppositions à l'intérieur du syndicat, quand ils ne veulent pas faire un truc, on ne dit pas qu'on ne veut pas te le faire, on te dit : « Tu sais, la dactylo elle n'a pas le temps de le taper ton truc, reviens dans quinze jours », et puis, à ce moment-là : « Zut, je ne sais pas où elle l'a mis. Ah, mais ça alors, tu n'en as pas un autre exemplaire ? » Tu penses, si le gars n'avait pas gardé un double, il est marron. Là, nous avons pris nos dispositions.*

On a été le porter le matin à 8 heures et dans l'après-midi nous l'avons eu en 300 exemplaires.

— Pourquoi 300 ?

— On aurait pu en avoir plus si on avait voulu.

— Mais vous avez aussi la liberté de le faire vous-mêmes, si vous pouvez ? Chez vous, il y en a qui savent taper ?

— Oui, on commence. Ce qu'on fait aussi quand on a un truc qu'on veut qu'il passe, on le tape nous-mêmes sur stencil, alors ils sont obligés de le passer tel quel. On nous a déjà fait le coup de nous dire que « c'est dégueulasse, on va te le refaire ».

Le matin, on a informé les employés qu'on avait occupé pendant la nuit. Ils ne le savaient pas quand ils sont rentrés. Pour certains, on devenait des pestiférés. C'est marrant la réaction des gens, des employés. Il y avait aussi des monteurs rencontrés dans le couloir, tu étais gêné dans ton fauteuil. Parce que cela devient anormal pour eux et ça crée un malaise, ça se comprend. Toi, tu es dans une position, ils n'ont pas du tout l'intention de défendre ta position sachant pas trop non plus pourquoi, etc. Il y a un chauffeur qui nous a dit : « Vous êtes bien des cons ». Il trouvait anormal qu'on occupe le hall de réception. Il a gueulé assez violemment.

Toujours pas de possibilité de discussion avec la direction.

— Ils ont dormi là, les mecs de la direction ?

— Ils se sont relayés, mais par moment ils étaient trois, il y en a qui sont partis dans la matinée.

— Ils ont prévu leur matériel pour une occupation ?

— Ils ont dû sortir des... je me demandais ce qu'ils foutaient... je crois qu'ils sont restés dans leur fauteuil. Il y a un gars qui est venu nous voir parce qu'on faisait un peu de bruit, il y avait un jeune qui s'amusait sur une machine à écrire. Il nous a dit qu'il avait un coup de barre.

— Le directeur ?

— Oui.

— Qu'est-ce que vous avez répondu ?

— Je lui ai dit quelques petits mots et je lui ai demandé ce qu'il foutait dans son bureau. Je lui ai demandé s'il ne faisait pas de tract, lui aussi.

— Tu crois que la direction est restée là pour que vous n'alliez pas dans les bureaux... chercher des dossiers ?

— Non, ce n'est pas ça. Je pense que si nous étions restés seuls dans la boîte... je ne sais pas si dans leur esprit c'est aussi clair... je ne sais pas, mais il y a une histoire d'autorité. S'ils ne sont plus là, l'usine est à nous ou le siège nous appartient !



— Leur responsabilité est engagée, en tant que cadres. Et s'ils foutent le camp sachant qu'il y a des gens sur place, ils sont obligés d'avertir la police.

— Ils n'ont rien fait ?

— Non. Je crois que c'est cela. Ils n'ont pas voulu avertir... Moi, j'avais téléphoné à un copain en disant : « Je l'appelle toutes les heures. Si dans le quart d'heure qui suit, tu n'as pas de coup de fil, c'est qu'on est embarqués. Alors, tu viens faire un tour à la boîte et si tu vois des gars qui cherchent tu leur expliques. »

Mais il n'y a rien eu. Ils n'ont certainement pas voulu que cela se sache. C'est pourtant facile de faire virer cinq mecs. Moi, je n'y croyais pas. Moi je voulais gagner du temps, je ne savais pas ce qui allait se passer. Cette histoire d'autorité, de remise en cause de l'autorité... c'est terrible la pression, le pouvoir qu'a un patron sur l'ouvrier. Et l'ouvrier ne met pratiquement jamais en cause cette autorité de droit, il n'y a pas de problèmes. Je commence seulement à le réaliser. Quand on a essayé de faire une entrée en force dans son bureau, on frappe à la porte...

*... c'était dans la matinée... parce qu'après toute une journée, plus une nuit d'occupation, plus une matinée sans avoir de discussion avec la direction (elle refuse toujours) il y avait des gars qui commençaient à trouver que c'était long, ils commençaient à en avoir marre, ils commençaient à s'agiter. Alors, on a trouvé... c'est marrant... le trotskyste, c'est un mec gonflé parce qu'il a occupé la nuit avec nous, lui, il est payé au début du mois mais nous que le 7, lui, il n'avait aucune raison d'être en grève, il a occupé la nuit avec nous, par solidarité et le lendemain matin il est retourné travailler. C'est marrant. Il occupe, c'est quand même une action et le lendemain il retourne à son boulot. C'est assez bizarre. Il est venu nous voir dans la matinée. En fait, nous ne savions pas trop s'il était en grève ou pas...*

... les délégués se sont mis devant, on a frappé, on est entré et puis on a dit aux mecs : « Vous poussez, tout le monde rentre. » On était sur le point de s'asseoir et ça ne poussait pas derrière.

— Vous étiez combien à ce moment-là ?

— Une cinquantaine.

— Les autres étaient revenus dans la matinée ?

— Il y avait pratiquement tout l'atelier. Et il y avait les gars des chantiers. Il y en a 400 sur la région parisienne, mais ils sont tellement dispersés qu'on n'arrive pas à les joindre.

— Comment ont-ils été prévenus ?

— Par téléphone et on a envoyé quatre gars faire un tour des chantiers. On a réussi à ramener du monde mais c'était un travail énorme pour un piètre résultat. Quand on est entré les gars n'ont pas poussé derrière, ils

ne se sont pas bousculés pour entrer, tout le monde est resté derrière... nous, on était un peu paralysés. C'est le fait d'un truc parachuté, c'était l'idée du copain trotskyste, j'étais un peu paralysé au niveau de prendre cette initiative, je ne voyais pas comment y venir. Il avait dit plusieurs fois qu'il fallait qu'on fasse ça, comme s'il avait un plan ; en fait, il n'avait pas de plan du tout...

— Vous étiez les deux délégués dans le bureau. On vous a dit de sortir et vous êtes sortis ?

— Oui, on a obéi. On a obéi à l'autorité.

— C'était quelle heure ?

— C'était dans la matinée. Ça commençait à devenir bordélique. Je commençais à m'énerver. J'ai poussé des gueulantes. J'ai eu peur que les gars se mettent en colère, qu'ils fassent n'importe quoi. Puis, j'ai été faire un petit tour dehors. A ce moment-là, j'ai vu la direction s'en aller et je me suis demandé ce qu'on allait faire pour l'empêcher de partir. J'ai vu, à ce moment-là, un gars qui avait très peur, qui était très pâle. J'ai dit à un moment donné : « La direction fout le camp, elle va se barrer, il faut l'empêcher de partir. »

On était énervé, on attendait. Il y avait des gars des chantiers qui venaient et qui partaient. Vers midi, on a fait une réunion. Pour la bouffe, on n'avait rien prévu. Ça merdait littéralement. Je commençais à trouver anormal que les délégués de la boîte ne participent pas d'une manière indirecte, ne nous donnent pas un coup de main, comme pour faire tirer ce tract, on l'avait fait dans la nuit ce tract, mais il fallait envoyer quelqu'un le porter... Quand tu as des délégués qui n'ont rien à foutre sinon qu'à faire leur boulot... ils pourraient indirectement... même s'ils ne veulent pas se mouiller... ils pourraient donner un coup de main. A ce moment-là, il n'y avait pas l'aide que l'on pouvait attendre.

Les femmes de service, elles, ont été vachement chouettes. Elles se sont arrangées pour qu'il y ait du rab à la cantine, elles se sont dépêchées à faire la vaisselle. Elles ont calculé les parts. Il y avait du rab de 100 personnes pour faire à peu près un repas normal pour 40.

— Il y avait des parts de viande ?

— Non. Mais il restait assez de légumes. Mais je pense qu'il y a dû avoir au siège, je le saurai peut-être plus tard, des mecs qui se sont privés de bouffer pour que nous puissions bouffer.

Il y a aussi une collecte qui a été faite avant qu'on boucle tout le monde dehors, je ne sais pas ce que ça aurait donné si la collecte avait eu lieu après.

*Dans la boîte, voilà ce qui s'est passé : on nous a dit qu'il y avait des gens qui avaient envie de se mettre en grève, mais ils n'osent pas. Il y a les dessinateurs qui voudraient bien mais ils n'osent pas. On a discuté avec eux. On a parlé d'un peu de tout. Il y a des gars*

qui disaient que sur les chantiers ils avaient eu une augmentation assez importante après ce mouvement de grève...

— Suite à ce mouvement-là ?

— Oui, et cela concernait 400 bonhommes. Avec notre mouvement, nous n'avons rien obtenu pour nous, mais pour les autres. Il y a des gars qui ont dit qu'ils avaient déjà prévu de donner, etc. Peut-être, mais pas cette somme-là, je ne pense pas. Y a des gars qui ont commencé à gueuler : « Oui, mais si ont fait grève pour les autres, ce n'est pas la peine ! » Alors, il y a eu une discussion là-dessus en disant que de toute façon, quand on fait grève on y laisse des plumes, et, d'autre part, c'est toujours une demi-victoire du fait qu'à un moment donné il faudra travailler et avoir les chefs sur le dos et les accepter parce qu'en fait... pour le moment on est libre mais... A mon avis, il faudra qu'on reprenne le boulot, même si on a 150 balles de rallonge, eh bien, c'est pas gagné pour autant.

A ce moment-là, un dessinateur a dit qu'à 13 heures tout le monde va boire le café et il n'y a plus personne dans la boîte, il suffirait qu'à ce moment-là on empêche les gens de rentrer. C'est ce qu'on a fait.

— C'est donc le dessinateur qui vous a donné cette idée ?

— Oui.

— Il est militant de quelque chose ?

— Il est nouvellement élu à la C.G.T. mais je ne sais pas s'il est politisé.

Donc tout le monde est parti boire un café. Nous étions tout seuls dans la boîte. Nous avons bouclé les portes. Très vite. Il y en a qui ont essayé d'entrer par les fenêtres, on a fermé les volets. A ce moment-là, la concierge était avec nous. Et aussi son mari qui nous a aidés à fermer les volets. C'est formidable le revirement de cette personne !

Il faisait beau. Il y avait toute la boîte sur le trottoir d'en face. Il y avait des groupes, les employés en groupes... une vingtaine de monteuses sous les fenêtres, ils étaient dehors pour empêcher les autres d'entrer... ça faisait un bloc ; ils se sont mis plus ou moins devant les deux entrées et à un moment donné ils sont venus sous les fenêtres. Ils empêchaient ceux qui voulaient rentrer.

J'ai été amené à une prise de parole pour expliquer pourquoi on occupait. Juste à ce moment-là, le gars est revenu avec le tract qu'il a distribué.

— Il était vers 3 heures ?

— Oui. On voyait le délégué indépendant avec la direction. Quelqu'un me l'a fait remarquer, je l'avais déjà vu mais c'est intéressant que ça a été vu par toute la boîte. C'est un détail, mais...

Il y a eu des provocations. On nous a accusés de séquestrer les gens. Suite à cela, il y en a qui ont essayé de rentrer en poussant sur les portes, on les avait bien verrouillées, il n'y a pas eu de problèmes. On nous a traités

de fainéants, moi en premier, bien sûr. C'est un moyen de discuter aussi par la fenêtre... A ce moment-là, il y avait les monteurs... Il y avait les cols blancs et les cols bleus... Il y a eu une espèce d'affrontement entre les monteurs et la direction.

— Les monteurs, qu'est-ce qu'ils font au siège ?

— C'est le résultat des coups de téléphone. Ils sont 400, mais tellement disséminés... le plus qu'ils soient c'est une équipe de dix ; s'ils décident de faire grève, il n'y a pas de coordination, c'est ça le problème.

— Et les monteurs ne pouvaient pas entrer ?

— Ils ne voulaient pas entrer. A ce moment, le problème a été posé : on ne laisse pas entrer n'importe qui parce qu'on ne veut pas se battre à l'intérieur. A l'intérieur, on ne veut que des mecs qui soient déterminés.

— Vous n'aviez pas tout à fait confiance dans les monteurs, vous n'en étiez pas sûrs ?

— Non, parce qu'aussi nous sommes dans une situation particulière : on avait fait plusieurs délégations au siège, occupé pendant toute une nuit, pris la décision de fermer les portes. Il y avait donc une escalade, une montée, ce qui fait que tu ne peux plus reculer. Ça a d'ailleurs été très dur. Un copain délégué, au moment où on a fermé les portes, il est presque tombé dans les pommes. Il y en avait qui sont sortis, on est resté une vingtaine. Il y avait des mecs qui, pendant toute l'occupation, étaient au bistrot : ils étaient loin, ils sont revenus après en faisant les gros bras. C'est marrant, parce qu'après les gars, entre eux, règlent leurs comptes : « Qu'est-ce que tu foutais toi, pendant que nous... »

Il y a un gars qui a repris le boulot dès le lendemain matin et il gueulait. Les gars gueulent toujours quand ils reprennent le boulot avant les autres : « Oui, je n'étais pas d'accord, on ne m'a pas consulté... je ne voulais pas venir... je suis venu là, mais je ne suis pas d'accord avec vous... », etc. C'est les gars qui ont eu peur. Le copain délégué aussi a eu peur. Il faudrait savoir pourquoi...

*... Je suis allé chez lui, j'ai essayé de le faire parler, de parler de mes peurs, parce qu'il y a d'autres aspects : il a des responsabilités à l'union départementale de la C.G.T. C'est des toutes petites responsabilités, mais n'empêche que ça permet de faire passer l'idéologie et ça permet aussi de le tarabuster, lui demander des comptes. Autrement dit, le mettre dans une situation embarrassante. S'il n'est pas à même de se défendre, ça peut le mettre dans l'embarras. A un moment donné, il a foutu le camp disant que son gosse avait le tympan percé ou je ne sais quoi... il est parti, on l'a revu longtemps après. Mais ce n'est pas grave. On ne l'a revu que le lundi matin.*

On occupait à une vingtaine, puis il y a deux commissaires qui sont arrivés.

— Enfin, la police vint !

— Oui, des sauveurs. Il y en a un qui a essayé d'entrer, on l'a repoussé, c'est un copain qui l'a repoussé violemment, il a essayé d'entrer par la fenêtre.

— Il n'y avait pas de volet ?

— Il en est resté quelques-uns ouverts pour discuter avec les gens dehors. Comme on ne voulait pas ouvrir les portes, il y avait quelques personnes qu'on acceptait à l'intérieur, il y en a certains qu'on faisait passer par la fenêtre, parce qu'on ne voulait pas prendre le risque d'ouvrir la porte.

Le copain a dit : « Quand je faisais ça, il y avait des gars qui me retenaient par les manches, des gars qui ne voulaient pas qu'il y ait de réaction brutale contre la police. »

Le soir, à 6 heures moins le quart, sur le trottoir d'en face, ça commençait à s'agiter parce que...

— Ils sont tous restés tout l'après-midi sur le trottoir d'en face ?

— Oui. A peu près.

— Et les gens qui passaient dans la rue ?

— C'est une rue assez calme. C'est le 8<sup>e</sup>, c'est bourgeois, pas loin d'Etoile, il y avait des gens qui faisaient une sale gueule lorsqu'on est parti le soir à 8 heures. On a quitté le siège. Que je raconte ce détail, pour moi c'est vachement important :

*Le copain avait dit : « Maintenant c'est samedi-dimanche, les gars ne veulent plus occuper. Il y a déjà des gars qui parlent d'ouvrir les portes... »*

*Nous avons fait une réunion. C'est bath, parce que dans ce hall de réception il y a... on peut faire des tables rondes, tout était étudié pour, tout le monde était assis. enfin on a discuté. Je leur ai posé la question : « Qu'est-ce qu'on fait ce soir ? Est-ce qu'on occupe ? » Silence de mort. J'ai dit : « C'est simple, on répond par oui ou par non. Est-ce qu'on occupe ou bien ce soir tout le monde rentre chez soi et on voit ce qu'on fera lundi matin ? » Il y avait un malaise. J'ai été obligé de trancher. J'ai dit : « Bon, écoutez les gars, il ne faut pas nous faire marrer. Si quand je dis « tout le monde rentre chez soi » personne ne gueule, c'est qu'on n'a pas tellement envie de rester. » A ce moment-là... une volée de moineaux ... zoum ! plus personne ! Dans les cinq minutes qui ont suivi, tout le monde était soulagé, tout le monde était content, tout le monde est parti. On est resté à deux, pour ranger un peu, pour reprendre le souffle.*

— Les employés sont rentrés ?

— On avait accepté qu'il y ait un employé par bureau pour chercher leurs affaires. A un moment donné, après 6 heures et quart, il n'y avait plus personne.

— Il y avait encore des gars dehors ?

— Non, ils étaient partis. Tout le monde est parti et dès qu'on est resté à deux...

— Qui était le deuxième ?

— Le trotskyste.

— Le militant professionnel !

— Je pensais téléphoner à mes parents en province parce qu'on avait le standard à nous. Je n'avais même pas pensé à en profiter. Maintenant, on souffle un peu, il faut en profiter au maximum.

A ce moment-là, il y a le secrétaire des métaux et le permanent local qui sont arrivés. Ils ont discuté avec nous. Moi, j'étais complètement vidé. Ils ont essayé de me récupérer. Ils venaient visiblement pour nous déconseiller d'occuper le soir. Ils ont commencé à critiquer tout ce qu'on avait fait. Je suis parti avec le trotskyste. J'ai été bouffer chez lui. Il n'habite pas loin de la boîte. Les deux de la C.G.T. voulaient me raccompagner chez moi en voiture. Cela aurait été un moyen de me tarabuster dans un coin.

Ce qui est moche, au moment où on partait, quand on remettait la clef à la concierge, il y a un jeune qui est revenu avec deux autres. Eux, ils revenaient pour occuper ! C'est la meilleure, hein ! Ils étaient partis avant que la décision soit prise. Tu essaies toujours de prendre les décisions quand il y a le maximum de mecs présents, mais il y en a toujours qui sont informés à contre-courant. On leur a dit : « On s'en va. » Evidemment, ils ont fait une sale gueule.

— Et le lundi, à Saint-Denis, la grève continue ?

— Oui, le matin je propose de faire un piquet de grève devant la boîte mais ça n'a pas marché.

— Vous avez occupé l'atelier ?

— Non.

— Comment avez-vous fait ?

— On faisait grève simplement, il y avait des mecs qui travaillaient ; on ne les en a pas empêchés. On occupait le réfectoire.

*Le samedi matin, j'étais retourné au siège pour voir, parce qu'il y a toujours des mecs qui ne sont pas au courant, pour voir ce qui s'était passé. Il y a la direction qui est venue avec un huissier pour constater l'état des lieux. Tout était bouclé et il y avait des flics en civil et un car de flics qui rôdaient.*

— Les employés travaillent le samedi matin ?

— Oui, les payes étaient faites, mais par l'intermédiaire du commissaire, ils ont fait demander, vendredi, à ce que l'on accepte que le samedi matin dix employés viennent travailler pour faire les payes.

— Ils avaient cédé alors ?

— Mais non, on était marron puisqu'on voulait la paye le vendredi et qu'on ne l'avait toujours pas. C'est nous qui avons cédé. On a eu la paye le lundi.

— Mais le lundi vous avez quand même continué à faire la grève ?

— Oui, parce que la grève, à partir d'un moment donné, a dévié sur un autre plan, sur les questions de revendications.

— Vous n'aviez pas envie de bosser quoi !

— Ce n'est pas la question, mais le paiement des heures de grève et tout ça... Et puis une fois que les gars sont en grève, il y a...

*En fait, il y avait longtemps qu'on avait envie de mener une action, très, très longtemps. Mais il n'y avait pas de boulot. Donc, le raisonnement était le suivant : il faut trouver la forme, les gars étaient mobilisés mais il n'y avait pas de boulot. Il nous faut faire quarante heures, étant donné le salaire des gars c'est une catastrophe, donc les gars n'allaient pas se mettre en grève alors qu'habituellement on fait quarante-cinq heures. Cinq heures de moins par semaine, c'est très bien s'ils avaient un salaire normal, mais là ils ne peuvent pas se mettre en grève : il n'y avait pas de boulot. Non seulement ils font quarante heures, mais pendant ce temps-là ils ne font pratiquement rien. Donc, ça pose un problème. S'il y avait eu un mouvement, ça ne pouvait être qu'un mouvement assez brutal, à Saint-Denis. Il y a une chose qui est nette : le mouvement a eu lieu à un moment où le travail avait légèrement repris. Ça faisait huit jours qu'on nous faisait faire quarante-deux heures et demie. Une semaine après, on occupait le siège. Il y a peut-être une relation là aussi.*

— Quels étaient les autres sujets de revendications ?

— Le paiement des heures de grève et des revendications de salaire classiques : augmentation de 10 %, treizième mois. En gros, augmentation de salaire. On n'avait pas mis cela au départ, parce qu'en fait, lorsque la périodicité n'est pas respectée, tu peux exiger le paiement des heures de grève. Donc, au départ, on était en grève uniquement sur ce point-là. Mais comme la grève a continué le lundi, c'était donc sur un autre motif, il fallait donc que les autres revendications apparaissent.

Le mercredi, je me suis posé le problème : il va y avoir quatre jours de congé (l'Ascension) et les gars qu'est-ce qu'ils vont faire pendant quatre jours ? Et dans quel esprit ils vont être au bout de ces jours ? C'est terriblement démobilisateur quatre jours. Mercredi, ma position était la suivante : si c'est pour reprendre lundi, autant reprendre aujourd'hui, on bénéficiera de cette journée de congé. Nous avons fait un sondage, et j'ai proposé le vote en disant : « Voilà, les gars, la question se pose de la

manière suivante : ou on reprend le boulot aujourd'hui pour bénéficier de ce jour de congé, ou l'on continue la grève mais lundi il faudra s'attendre à partir pour trois semaines. »

J'ai un peu forcé la dose pour ne pas violer les mecs.

Il y a des gars qui m'ont dit : « Moi, j'ai peur que lundi il y ait beaucoup de mecs qui aient envie de reprendre. » Les mecs m'ont dit : « Si tu as peur, c'est que c'est pas la peine de faire grève. »

Quand on est passé au vote, il y avait une atmosphère terrible. On a voté à main levée, mais c'était à peu près égal. On est passé au vote en pointant tous les noms. Mais les gars gueulaient très, très fort. Les uns oui et les autres non. Et là, il y a eu une majorité de oui, pour la reprise. Il s'en est fallu d'une voix...

*Après, il y a eu des tensions terribles. C'est l'heure à laquelle les gars avaient bouffé. Il y avait des litres, des assiettes sales partout, la poignée de la porte vitrée était cassée — il fallait frapper au carreau pour pouvoir entrer —, je ne sais pourquoi, j'ai eu peur. C'est un aspect anormal, les gars étaient surexcités et chahutaient plus ou moins brutalement.*

*Il y avait une chaise cassée. Je suis allé dans l'atelier et j'ai pris deux balais. Un gars en a pris un, et nous avons balayé. Après, ça s'est calmé. Dans ces moments-là, il y a toujours des gars, surtout des jeunes, qui demandent : « Qu'est-ce que l'on fout ici, qu'est-ce que l'on attend, on perd notre temps. » C'est terrible de ne pas pouvoir leur donner de solution ni de réponse. La grève, c'est attendre.*

J'ai posé le problème en d'autres termes...

*Pour moi, compte tenu de la situation, il n'est plus question maintenant de retourner au siège, c'est fliqué, et puis ce que l'on a pu faire, on ne le recommencera pas. Étendre la grève sur les chantiers ? On les a vu défilier, ils sont au courant, mais lundi il n'y aura pas 400 bonhommes à la boîte...*

— Puis, ils ont été augmentés ?

— Oui, donc il ne faut rien attendre des chantiers. Quant à étendre la grève sur Saint-Denis, il n'y a pas de coordination entre les boîtes par le canal syndical, c'est ce que je pense, je ne l'ai pas dit, mais dans les syndicats, quand il y a une grève, ils n'en parlent pas de manière que... c'est net, ils ne veulent pas que cela fasse tache d'huile et qu'ils prennent des habitudes de coordination entre eux sans passer par l'appareil. Faut que les mecs restent coupés.

*Après le vote... la logique syndicale aurait voulu qu'on reprenne le boulot, mais... On a eu à peu près 5% d'augmentation, il y a une*



*histoire de grille de salaires, mais il y a sept gars qui n'ont pas été augmentés du tout. Alors reprendre dans ces conditions-là...*

— Pourquoi ?

— *Parce qu'en fait on passe à une autre grille de salaires, on était des ouvriers de la métallurgie, on devient des ouvriers du bâtiment. On passe donc sur une grille bâtiment qui nous est plus favorable, cela fait à peu près 5 % d'augmentation, les histoires de promotion, des appellations qui passent dans la catégorie supérieure. On a discuté comme des marchands de tapis avec la direction.*

... donc, j'ai posé le problème en d'autres termes : « Voilà, ceux qui sont pour la reprise du boulot, est-ce que dans deux mois vous êtes prêts à redémarrer ? »

C'est une manière déformée de dire : est-ce que vous sentez toujours mobilisés ?

Et j'ai posé à ceux qui étaient contre la reprise, c'est-à-dire tous les jeunes : « Si, dans deux mois on redémarre, est-ce que vous venez avec nous ? » Les mecs, tous, nous ont dit, très fort et brutalement : « non ! » Ils étaient vachement insatisfaits, on ne pouvait donc pas reprendre dans ces conditions-là. Dire aux jeunes qu'ils doivent se plier à la majorité... je ne sais pas, moi. Alors, j'ai dit : « On va rajouter des trucs sur le cahier de revendications. »

Cela a mis tout le monde d'accord et on a continué la grève. Les gars étaient tous d'accord, en fait, pour rajouter des conditions sur le cahier de revendications en disant qu'on ne peut pas reprendre le travail si l'on n'a pas obtenu telle réponse et telle réponse, etc.

— Les sept qui n'ont pas été augmentés ? Ce sont des jeunes ?

— C'est variable. En fait, la direction est d'accord pour augmenter tout le monde, mais elle demande un délai pour étudier les cas particuliers. Maintenant, il faut voir... mais c'est emmerdant.



Après cette première discussion devant un magnétophone, un texte dactylographié a été tapé en quelques exemplaires, puis nous nous sommes retrouvés pour dégager un certain nombre de thèmes et essayer de les approfondir...

---

## le vote

(première discussion)

---

— Le vote, c'est une chose à éviter dans certains cas, il faut sentir la situation parce que ça crée un climat insupportable, le vote. Faire voter les gars, c'était les amener à remettre en cause la grève. C'est utilisé par les syndicats, nous l'avons utilisé, mais on n'avait pas à le faire. Maintenant, après coup, je me rends compte que ça a été une erreur, mais il faut admettre aussi qu'on avait de l'inquiétude, quatre jours de congé, qu'est-ce qui va se passer lundi... j'étais inquiet que les mecs soient déçus et qu'il n'y ait pas de mouvement pendant longtemps. On fait le maximum pour que ça marche dans les meilleures conditions, si on fait des erreurs tant pis.

— Oui, mais si les mecs ne votent pas, pratiquement, cela revient à les mener ?

— A les mener à continuer la grève ?

— Comme tu veux, à l'arrêter ou à la continuer. Comme font les syndicats. Si tu ne fais pas voter... c'est pas démocratique, les mecs ne sont plus pour rien dans leur action. Qui est-ce qui prend la décision à ce moment-là ? C'est le délégué ou le comité de base ; il n'y a pas trente-six solutions. S'ils votent c'est pour qu'ils sachent qu'ils ont en main la décision de ce qu'ils font. S'ils ne votent pas, qui va prendre la décision ? Il faudrait trouver un autre système. Mais je ne vois pas dans le cas d'une grève qui regroupe cinquante ou plus de personnes comment faire.

— Pour moi, dans ces cas-là, il n'y a pas de problèmes. Quand ça se situe au niveau de l'atelier, il n'y a pas de problèmes. Tu as des mecs qui prennent des initiatives alors que tu ne t'y attendais pas, des initiatives positives, des trucs auxquels tu n'aurais pas pensé toi-même, mais les décisions... je n'ai aucune gêne à être directif dans ces cas-là.

— Oui, je veux bien, mais n'empêche que, pour des cas comme ça, pour ou contre la continuation de la grève, il faut bien que ce soient les mecs qui décident.

— Je ne suis pas d'accord avec toi. Voilà ce qui s'est passé : on a fait passer nos propres préoccupations au niveau du groupe parce que personne... j'en ai discuté avec le copain, lui il prétend que si... quelques-uns ont commencé à en parler... mais je n'ai entendu personne... tu as raison, à partir du moment où il y a des mecs qui remettent en cause la continuité de la grève... s'il y a des mecs qui la remettent en cause oui, d'accord, là tu poses le problème du vote. Il y a un moment donné où ça se voit. Mais si tu le fais, alors que personne ne pense à reprendre le boulot... il y a cinquante mecs, c'est pas comme quand il y en a trois mille,

cinquante mecs c'est un bocal, le problème est différent et dans le bocal tu sais à peu près... tu as toujours une dizaine de gars autour de toi... tu es bien attentif à tout ce qui se dit de manière à le redresser s'il y a des trucs qui sont démoralisateurs. Ce qu'on a fait... on est passé au vote... d'ailleurs, c'est le copain qui a pris l'initiative, mais ça, c'est la manœuvre... on se laisse déformer par les méthodes cégétistes : quand on veut faire entrer les gars dans l'écurie, on les fait voter. C'est le truc classique. Si personne ne parle de reprendre le boulot, c'est que les gars n'ont pas envie de reprendre le boulot, donc...

— Ça, je ne sais pas...

— Avant de passer au vote... de toute façon, l'opinion dans une période comme ça... en fait, tu n'as jamais les conditions requises pour prendre des décisions. Par exemple, quand on a décidé de quitter le siège, tout le monde n'était pas là. On pouvait estimer qu'il y avait suffisamment de monde pour prendre une décision, alors, tant pis. On ne pouvait pas faire autrement.

— Oui, d'accord, mais il y a une dynamique... Personne ne parle d'arrêter la grève, ça continue, mais si un en parle et si l'on décide le vote, ça crée un climat démobilisateur.

— Oui.

— Le simple fait de dire : on vote pour ou contre la grève maintenant. Si un gars l'a exprimé... comme le fait de se mettre en grève, il suffit qu'un en parle pof ! ça fait boule de neige, on est en grève, tu ne sais plus comment.

— Oui

— Alors, il y a cette dynamique et puis il y a un côté très formaliste : le vote, oui ou non. C'est deux choses tout à fait différentes.

— C'est ça. Comme tu dis, il y a une dynamique et les décisions, comme le fait de décider si l'on va en voiture... si l'on va au siège ou si l'on n'y va pas... en fait, c'est quelques gars qui décident cela. Si tu vas consulter les cinquante mecs un par un... tu les pousses un peu à le faire. Moi, je dis que les gens ne se déterminent pas librement, ils sont influencés par un tas de choses...

— Je suis bien d'accord.

— Donc, il faut accepter... il y a tellement de courants qui nous sont défavorables dans la société qu'il faut accepter aussi une certaine... disons manipulation parce que...

— Je pense qu'il n'y a pas seulement le moment où il y a des mecs qui parlent de reprendre. A ce moment-là tu peux proposer un vote. Mais il y a aussi des paliers, c'est là où pratiquement, tu entres en jeu en tant qu'avant-garde, parce que c'est ce que tu es, que tu le veuilles ou non. C'est à toi de sentir ces paliers dans l'évolution de la situation objective.

— Voilà, c'est ça.

— Bon, oui, mais c'est un palier dans la situation non seulement parce que les mecs en parlent, tu vois, il y a un seuil et tu dis : il risque de se passer ça. Donc, à ce moment-là, il faut peut-être proposer un vote pour que les mecs sachent.

— Je suis d'accord.

— Et cela semble être le cas. Là, il devait y avoir quatre jours, donc il y avait un seuil, c'est pour cela qu'il me semblait tout à fait juste de proposer le vote.

— Tu dis que c'est démobilisateur de poser la question de la reprise quand les mecs n'en ont pas parlé eux-mêmes.

— Oui.

— Mais cela dépend aussi de la formulation, énormément, et c'est pour cela que les syndicats ils le savent très bien, ils formulent leurs questions de telle façon que les mecs répondent, ça c'est comme pour les statistiques, pour qu'ils répondent dans leur sens, il n'y a pas de problèmes. Et peut-être qu'effectivement, je ne sais pas si tu leur as expliqué la façon dont tu voyais les choses...

— Si, si.

— Tu avais une vue finalement assez pessimiste ?

— Oui.

— Et les mecs sont vachement sensibles à cela et, effectivement, ce que font les syndicats quand ils veulent la reprise, ils posent le problème de la reprise, ils font procéder à un vote, les délégués expliquent, eux, leur vision du truc, et c'est en général une vision tout à fait pessimiste, de telle façon que les mecs... comme ils ont une certaine confiance en leur délégué, de toute façon, ils se reconnaissent. Ils votent à peu près dans le sens, sauf une certaine marge de mecs qui sont durs et qui veulent y aller à fond.

— Oui.

— Je pense que ça dépend surtout de ça.

— Aussi de la formulation.

— Ça dépend essentiellement de la formulation parce que toi, en tant que militant d'avant-garde, pratiquement, tu es amené à sentir les paliers de l'action même si les mecs ne les formulent pas... de savoir ce qui peut se passer. Donc, c'est à toi de poser les problèmes même si les mecs n'en ont pas parlé. C'est certain. Comme on sait aussi que la spontanéité a ses limites...

— Oui, c'est certain. Mais si tu penses sincèrement qu'on continue l'action pour rien et que ça va s'effiloche, est-ce que tu ne dois pas arrêter l'action ? Faire ce qui est en ton pouvoir de faire ?

— Oui, mais toi, en tant que délégué, tu sais pertinemment que tu as une audience qui est différente de celle d'un autre mec...

— Oui, c'est cela.

— Il faut être encore plus prudent quand tu exprimes ce que tu penses, je crois. Parce que si c'est un mec quelconque qui s'exprime, les autres écoutent, ils se déterminent en fonction de cela, c'est un copain, mais toi, en tant que délégué, tu es quand même le mec qui a une expérience du boulot syndical, des luttes, etc. et ils t'écoutent et quand tu dis quelque chose ils ont tendance à pencher dans ton sens. Si, après toi, tu as un jeune con qui vient leur dire : « Non, les gars, il faut y aller à fond, il faut se tabasser avec les flics si besoin est », il t'écouteront, il n'y a pas de problèmes. A leurs yeux tu es plus responsable.

— Oui, c'est le problème. Dans l'agitation qu'il y a eu après, j'étais à contre-courant, du fait que j'étais le leader et que je renversais la vapeur. Les gars ne comprenaient pas cela. Il y a un gars qui est parti en gueulant : « Moi, je reprends le boulot. » Il est revenu dix minutes après, il s'est couché sur la table, il s'est mis à roupiller. Ça a duré assez longtemps, une heure ou deux. Il y a eu une tension... C'est marrant, il y a un autre copain, qui est délégué, qui m'a dit : « Il faut que l'on reprenne le boulot, il le faut absolument... » Il y a eu un moment de folie où j'ai eu l'impression que les gars étaient prêts à faire n'importe quoi et ça m'a fait très peur. Il faut dire, à plusieurs moments, je crois que j'ai sous-estimé les gars. C'était une situation impossible. Au niveau du groupe. Il y avait une atmosphère terrible. C'est d'ailleurs à ce moment-là que j'étais très déprimé et que je vous ai téléphoné. Oui, il faut faire très attention, c'est certain.

— Oui, dans ton rôle, c'est effectivement vachement délicat.

— Je commence à penser à ça... Il y a un autre copain qui est délégué et il a peur. Donc, lui, dans son raisonnement, il a hâte de reprendre le boulot, comme ça il sera tranquille. Inconsciemment, c'est ce qu'il pense, je crois. Donc ça influence terriblement son raisonnement.

---

## **le vote**

(deuxième discussion, une semaine après)

---

— Il y a la notion de groupe où l'on décide tout en commun.

— Il y a deux manières de prendre des décisions : le vote, où il se dégage une minorité et une majorité, et l'autre façon que l'on n'a pas qualifiée où les décisions se prennent lorsqu'il y en a un qui pousse et l'autre qui pousse derrière ; une façon plus spontanéiste de décider, alors il semble qu'avec la façon spontanéiste il n'y a pas de minorité ou, s'il y en a une, tout le

monde participe, il n'y a pas de cassure, mais si tu commences à voter il y en a qui vont être dans la minorité, d'autres dans la majorité et il y a la trouille parce qu'il n'y a plus d'union. Si tu provoques un vote, il y a une différence. Il y en a qui vont se sentir seuls.

— Oui, les gars, quand ils ont voté, c'était oui ou non d'une manière très catégorique, il fallait trancher.

— Si tu votes, tu dis oui ou non, tu as pris parti, tu es foutu. Si tu ne votes pas, même si tu n'es pas d'accord, tu peux quand même te sentir avec la majorité.

— Un des défauts majeurs du spontanéisme dans les groupes qui dépassent cinq ou six, c'est de favoriser très nettement l'emprise de la minorité d'un ou deux leaders sur la masse informe qui suit, qui donc ne se détermine pas, qui avance... Tu conserves une unanimité tout à fait artificiellement...

— Non.

— Et puis, c'est anti-démocratique.

— Je m'en fous. Je ne suis pas d'accord, ce n'est pas un ou deux leaders qui décident et puis tout le monde suit... et puis tu es une grande gueule et tout le monde suit la grande gueule : allez ...

— Tu vas voter et puis après ça change rien.

— Ça change qu'il y a une décision de prise.

— Je vois, au syndicat l'on prend des décisions qui ne sont jamais appliquées. Il se passe la chose suivante : le déclenchement d'une grève, ça se fait à un moment donné quand ça pète, sauf si c'est une grève nationale qui vient d'un mot d'ordre du syndicat, mais s'il y a un problème dans la boîte, un problème que les gens vivent, par exemple la grève que l'on vient de faire, ça s'est produit parce qu'il y a un mec qui m'a dit : « Faut faire grève. » Je leur ai dit : « Bon voilà, vous aurez la paye avec une journée de retard. Je suis délégué, j'ai fait mon petit boulot de bureaucrate, mais ça dépend pas de moi, j'y peux rien. Alors, qu'est-ce qu'on fait ? » Et le gars a été voir trois ou quatre mecs, il a fait le tour de l'atelier et ça correspondait à un désir général : tout le monde s'est mis en grève. Eh bien, à ce moment-là, c'est les mecs qui ont décidé, c'est pas moi.

— Oui, là il n'y a pas dualisme oui-non comme quand on parle de violence ou de non-violence...

— Dans une grève, c'est oui ou c'est non, il y a un dualisme.

— C'est faux, parce qu'avec l'autre façon, les gars peuvent réfléchir, discuter entre eux tandis que si c'est oui ou si c'est non, c'est statique.

— Je ne sais pas, une grève ça se détermine d'après un vote, c'est préférable.

— C'est la reprise qui se détermine par un vote.

— A partir du moment où l'on vote, l'on arrive au moment critique...

— Le vote est essentiellement réactionnaire.

— Non, si la grève se décide plus ou moins spontanément, après, les gars ont le droit de prendre en main leur grève donc de décider d'une façon un peu plus structurée de ce qu'ils vont faire. Il faut prendre une décision et c'est l'assemblée générale des mecs qui décide.

— Pour en revenir à notre cas particulier, il faut considérer que nous sommes à peine cinquante, pas deux mille. C'est différent. Pour en revenir au vendredi où l'on a occupé, eh bien, le soir, parmi les mecs qui occupaient, il n'y en avait plus un seul qui voulait rester; on est parti, sans consulter les autres, il y avait une décision à prendre tout de suite, eh bien, tant pis pour les autres, on ne pouvait pas attendre.

— Le mécanisme du vote on le connaît assez bien, mais l'on ne connaît peut-être pas assez bien le mécanisme de la spontanéité. Une grève comme celle-là, ce n'est pas la même chose qu'une grève nationale. Il y a un groupe qui se constitue, on n'est plus des individus séparés par des questions de fric, d'autorité. Il y a une unité.

— C'est pas clair.

— Il y a des gens qui vont pouvoir participer à une décision d'une façon dynamique, ça va aller en se modifiant et je pense que ce n'est pas pareil. Le vote, c'est une question qui passe par la tête, par l'intelligence et l'autre qui passe par les sentiments, par l'affectivité.

— Dans ce vote, il y avait une voix de plus pour la reprise. C'est démocratique. On reprend. C'est peut-être irrationnel, mais je me suis dit : « Reprendre divisés, autant continuer. » En fait, parmi ceux qui étaient pour la reprise, il y en a qui ont décidé pour décider.

— Tu disais, à un certain moment, que les jeunes étaient contre la reprise et que tu leur as demandé si dans un mois ou deux ils étaient prêts à recommencer et ils disaient : « Non, on ne recommencera pas une grève. »

— En fait, je pense qu'à un certain moment donné, au niveau du groupe, il doit y avoir unanimité, donc s'il y a un point litigieux l'on doit pouvoir trouver le compromis qui satisfait tout le monde. Et ce qui est curieux, c'est que dans ces périodes-là apparaissent des revendications égalitaires. En période normale, les gars sont pour la hiérarchie des salaires, dans trois mois les gars diront : « On est bloqué. » Ils seront pour les différences entre eux. Dans ces périodes, les ouvriers sont dans des conditions différentes, ils ont des réactions différentes, il n'y a pas de problèmes.

— Si l'on ne vote pas, l'on peut tendre à l'unanimité en discutant, alors que si l'on vote ça fait une cassure.

— Il y a plusieurs sortes de votes, par exemple le vote qui engage personnellement et d'une manière directe (vote pour la reprise du travail) ou le vote, par exemple, pour un changement de caisse de retraite, vote qui, pour le salarié, ne change rien. Un jour je me suis opposé à un tel vote,

parce que je le trouvais démagogique car les ouvriers et moi-même n'avions pas assez d'éléments pour en décider et que par ce vote l'on entretenait l'illusion que les gens décidaient de quelque chose. En fait, à un certain niveau, il y a une question de confiance. On considère que l'on n'est pas habilité, que l'on n'a pas le temps, ce n'est pas important, on fait confiance, l'on délègue ses pouvoirs à des spécialistes.

Le problème de la directivité et de la non-directivité ce n'est pas facile, compte tenu du fait que l'on vit dans une société autoritaire. Il y a le problème des immigrés analphabètes qui n'ont d'autre choix que celui de te faire confiance. Lorsque tu poses les problèmes, sans prendre position, d'une manière assez objective, il arrive que les gars te disent : « Tu nous fais chier, pour nous ce qui compte c'est la paye, fais ton boulot de délégué, on n'en a rien à foutre, c'est à toi de décider. » J'ai remarqué que l'on se détermine aussi par rapport au groupe lorsqu'il est concerné. Lorsque tu poses la question, l'on te répond : « Et les autres, qu'est-ce qu'ils en pensent ? » On te répond lorsque c'est une question d'idées qui n'engage pas immédiatement.

— Les choses ne sont pas blanches ou noires, plus ou moins, c'est pas simple. C'est pour cela que le vote c'est pas vrai, ça ne représente pas ce que pensent réellement les gens.

— Cela dépend. Si le vote concerne deux cents ouvriers, ce n'est pas la même chose qu'au niveau d'un petit groupe. Je pense qu'il est bon d'amener les gens à décider. On vit dans une société où tout est décidé pour toi. Tes vacances sont décidées : avec le Club Méditerranée. Pas de problèmes. Le problème, c'est d'amener tes sous. Amène tes sous, tout est réglé ; le retour, la couchette, le petit biscuit, la baignoire, pas de problèmes ! Toute la société est comme ça.

— Le vote, c'est une façon de ne pas avoir de problèmes.

— Les assemblées générales c'est du bidon, c'est fait pour voter ce que le conseil de gestion a décidé, c'est tout. Il n'y a pas de possibilités de discussion dans une assemblée générale : tout est préparé avant, schématisé. Ça discute, mais il n'en sort strictement rien. Il ne peut rien en sortir.

Au conseil de gestion dans ma coopérative, on n'a jamais voté. On discute, puis on épuise le sujet, puis à ce moment-là, on reprend les éléments de la discussion et l'on décide.

Dans la librairie\*, il y a une salle de réunion qui sert aussi de salle de lecture. Cette salle est périodiquement envahie par un certain nombre de zonards. Donc le problème, pour nous, est de faire en sorte que cette salle reste dans sa destination première et, pour la sécurité, qu'il n'y ait

---

\* Cette librairie est le moyen qu'ont choisi des camarades pour mener une expérience d'animation.



pas trop de drogue qui circule, donc le problème est : ferme-t-on la porte ou ne la ferme-t-on pas ? Il y a plusieurs tendances : par exemple, fermer la salle systématiquement ou bien faire le système d'écluse, c'est-à-dire fermer périodiquement ; quand c'est trop plein, on ferme. En fait, aucune de ces solutions n'est valable. On a remarqué lorsqu'on ferme la porte pendant trois ou quatre jours, il y a des vitrines, si de l'extérieur de la librairie les gens peuvent voir ce qui se passe dans la salle, les zonards en question ne se sentent plus en sécurité et vont s'échanger leur camelote ailleurs, mais il n'y a jamais eu de décision votée pour savoir si l'on fait ceci ou cela. Le vote nous a toujours semblé inutile. On s'adapte selon les situations du moment. Le vote ne sert à rien parce qu'il est fait en vase clos et les discussions ont fait que l'on s'est coupé de la réalité. Et c'est toujours au niveau de la réalité que cela se passe.

La librairie, ce n'est pas un lieu de travail ni un lieu de production, c'est ce que l'on appelle un territoire libéré. Dans un tel territoire je ne pense pas que le vote soit nécessaire. A chaque conseil de gestion, les permanents exposent la situation, c'est tout. On se tait, on peut dire ce que l'on veut. Toutes les discussions qui sont faites ne servent à rien, à rien d'autre qu'à cerner le problème. En fait, le lendemain, ce sont les permanents qui ont à faire face à une situation concrète, précise, et qui ont donc à en décider. La veille au soir, les décisions prises auraient été arbitraires et hors du lieu concret.

---

## ***violence — non violence***

---

— Je crois que l'on est tous conditionnés par une violence qui date de toujours c'est-à-dire domination, frustration, inhibition, tout ce que tu veux. Il y a des moments où toutes ces pulsions se déchainent instinctivement, où une agression peut libérer, où une idéologie, où un but libérateur défoule tout un tas de pulsions qui datent de x générations. Devant cela, on ne peut pas aseptiser les gens, enfin ceux qui luttent pour quelque chose. Contre une certaine violence « instinctive » qu'est-ce que l'on peut faire ? Moi, je crois que la solution, c'est de pouvoir expliquer de qui se passe. Si un gars se met en colère, c'est de pouvoir lui expliquer pourquoi il est en colère, mais si, en pleine conscience, les gens décident qu'il faut prendre des flingues et tirer sur les flics, eh bien, là tu ne peux rien faire.

— Mais là, il n'y a pas une question de violence ou de non-violence. Par rapport à un groupe, il y a des provocations, il faut savoir y résister pour ne pas tomber dans le panneau.

— Dans une occupation d'usine, je ne me pose pas le problème en termes de violence ou de non-violence, mais en termes quantitatifs, à savoir faire en sorte qu'il y ait le moins de grabuge possible.

— Je pense que l'on pose un faux problème parce que l'on parle d'occuper les usines et de s'opposer à la répression d'une manière non violente. C'est pour cela que l'on met la non-violence en porte à faux. Je crois que si l'on est non violent, l'on revient peut-être aux théories de Lanza del Vasto... On accepte de ne pas posséder... Lorsqu'on occupe l'usine, c'est comme si l'on voulait s'approprier un moyen de production. Si l'on décide de le garder, par conséquent, on accepte la violence.

— Je ne suis pas d'accord parce que les usines ne sont pas à nous, mais à nous tous, flics y compris. Je ne veux pas les usines pour moi, tout seul, mais pour nous tous, flics y compris.

— Oui, ce que tu mets en question c'est la notion de pouvoir. Dans un conflit de classes, si tu remets en question la notion de pouvoir ouvrier... Finalement, tu mets en question la lutte de classes, non ?

— Non, parce que Lanza del Vasto, il est pour la propriété. Il est pour la propriété du Larzac. Le Larzac, il est à nous, il n'est pas seulement à l'armée, il est aussi à tous les paysans. Lanza del Vasto défend la propriété du Larzac pour tout le monde et pour ceux qui y sont déjà. Il occupe les lieux, « le Larzac c'est à nous ».

— Le mot d'ordre, c'est : « Nous garderons le Larzac. »

— Et nous, c'est qui ?

— Voilà le problème.

— Pour en revenir à la non-violence. Marx dit un moment : Il faut faire, avant tout, une analyse de la situation précise et adapter les moyens de lutte à la situation. Marx, à son époque, dit qu'en Angleterre les méthodes violentes insurrectionnelles ne sont pas utilisables. Il dit que les méthodes pas non violentes — le mot n'existait pas à l'époque — il dit pacifiques, étaient plus appropriées, par exemple, qu'en Hollande ou en Allemagne où la situation était différente. Donc, ça situe aussi le débat. L'action doit venir d'une analyse assez poussée de la situation réelle. Justement les problèmes de stratégie viennent. Il y a des confrontations violentes entre différentes stratégies qui viennent du fait que les situations n'ont pas été observées, analysées d'une façon réelle et concrète.

— Ce qui importe souvent, comme dans le cadre d'une grève insurrectionnelle, comme en Mai 68, c'est la défense du bastion que représente l'usine, donc il n'y a pas de problèmes, il faut repousser les agresseurs, donc il faut se défendre.

— Tu disais tout à l'heure qu'il fallait empêcher les C.R.S. d'entrer et qu'il fallait défendre le lieu de travail.

— C'est pas le lieu de travail, c'est un lieu qui est circonscrit. Ça pourrait être autre chose qu'un lieu de travail. De fait, pour les ouvriers, c'est leur lieu de travail parce que c'est le lieu de production et puis, dans le cadre d'une grève insurrectionnelle, il y a la perspective de la remise en marche de l'industrie.

— Pour le patron, il y a le problème de la propriété : on occupe un endroit qui lui appartient.

— Pour que les C.R.S. interviennent, il faut que le patron le demande ?

— Oui.

— Mais dans ton cas, vous avez occupé le hall de réception, vous ne défendiez pas votre lieu de production, alors, dans ce cas-là, ça aurait pu se terminer par un sit-in ?

— Ça ne se fait pas automatiquement, il faudrait une préparation avant.

— Est-ce que ça aurait été plus efficace ? En fermant les portes comme ça et en repoussant le commissaire comme vous avez fait. Ce n'est pas vraiment violent, mais si après il y avait eu une véritable attaque et si vous étiez restés plus longtemps, ils seraient peut-être allés chercher du renfort...

— Compte tenu que nous étions peu nombreux, si le vendredi soir nous avions accepté de rester, je pense qu'il y aurait eu un affrontement violent.

— Je ne sais pas si une certaine radicalisation de la lutte n'est pas permise par la bagarre, par la confrontation violente, qui ne serait pas permise par une simple résistance passive. Ce n'est pas résolu, mais il faut poser le problème.

— Faire un sit-in, c'est aussi un moyen de s'opposer.

— Oui, mais il faut voir le problème dans le cadre de la production.

— Occuper sa propre usine n'implique pas la même chose pour soi que d'aller occuper l'usine du voisin.

Il y a un problème parmi les gars qui n'ont pas fait grève le lundi. Il y a deux gars qui avaient un pistolet. Il y a deux choses : soit que c'est un choix politique soit les gars ont eu peur. Mais le lundi matin, celui qui avait le pistolet d'alarme était vachement décidé. Je m'étais mis devant lui, gentiment sans vouloir le frapper ni quoi que ce soit, il m'a bousculé juste un petit peu, pour passer quoi. Je voulais discuter avec lui, mais il n'a pas voulu. Tu sais, quand il y a un problème, eh bien, j'en veux pas aux gars mais je les observe puis, tu vois, il y a une manière d'être et le gars m'a dit : « Je voudrais discuter avec toi. » (Et, effectivement, un peu plus tard, c'est là qu'il m'a tout expliqué.)

— Tu crois que les mecs avaient un flingue pour s'en servir contre les piquets de grève ?

— Oui, et aussi parce que les mecs ont eu peur parce que ça a quand même fait un boum.

— Tu disais qu'il faut créer des situations pour ne plus pouvoir revenir en arrière. Alors, il s'agit sur le plan technique de trouver des méthodes non violentes qui soient vraiment dans l'illégalité ?

— Oui, parce que dans le syndicalisme, il y a une grande part de légalisme et même au travers de mon attitude, je me suis aperçu qu'il m'était arrivé de dire au patron : « Vous nous avez mis dans une telle situation que vous nous avez obligés à faire ça. » En fait, ce ne devrait pas être ça. On devrait pouvoir dire au patron : « On n'a plus besoin de vous. » On ne le fait pas parce que la situation présente ne le permet pas, donc tu n'y penses pas, donc tu n'as pas le choix, donc tu adoptes une attitude légaliste.

— En fait, l'on ne veut pas dépasser les limites de ce qui risque d'amener des sanctions ?

— Oui, mais ce type de lutte peut être légaliste pour ceux qui la font, vu du côté du patron n'importe quelle opposition est une attaque à son autorité, même si c'est d'une manière partielle.

— Oui, mais par la négociation il la reprend, son autorité. Il redevient le maître des décisions. C'est toutes les limites du syndicalisme dont il faut être conscient. En fin de compte, il n'y a que des moments privilégiés pour dépasser ce stade. Ils ont repris les choses en main avec les accords de Grenelle en 68, et en 36 avec les accords Matignon.

Le fait de fermer les portes, de voir les patrons dehors, ça démystifie l'autorité. Il y a un jeune qui m'a dit qu'à ce moment-là il aurait osé s'affronter physiquement avec son directeur. C'était possible.

— L'aspect de la violence peut libérer.

— Ça peut être une opposition différente, ça peut être autre chose...

— A partir du moment où l'on refuse d'obéir à un ordre, le chef devient méchant parce qu'il se met à avoir peur. Dans la violence individuelle il y a une part de peur. L'on se défend en attaquant quand on a peur.

---

## **piquet de grève**

## **rapports d'autorité**

---

— Dans ton expérience, à aucun moment vous n'avez empêché les autres de travailler ?

— Si. Au siège. Le lundi, à Saint-Denis, je pensais faire un piquet... mais ça n'a pas marché...

— Le piquet de grève est devenu le premier acte symbolique de ceux qui veulent s'opposer ou revendiquer quelque chose.

— Ça implique qu'il n'y ait pas une majorité pour la grève.

— Pas forcément.

— Il y a une chose qu'il faut savoir, c'est pourquoi les gens ne veulent pas se mettre en grève. Est-ce parce qu'ils n'osent pas ou est-ce une question de fric ?

— Non, ils n'osent pas.

— Oui, alors le gars qui force le piquet de grève avec un flingue, il ose, donc pour lui c'est une question de fric ?

— Je ne sais pas trop. La question est de savoir s'il avait un revolver pour ça ou parce qu'il avait peur. Il y a une chose, il y a le gars qui pense : « Ils sont devenus fous, ils vont vouloir me casser la gueule, il faut se défendre. »

— De toute façon, s'opposer à un piquet de grève et s'opposer à toute la hiérarchie c'est autre chose.

— C'est plus facile de s'opposer au piquet de grève ?

— Oui, il n'y a pas le même poids, il sait qu'il y a le taulier qui va gagner à un moment ou à un autre.

— Oui, se battre avec un autre ouvrier, c'est facile, mais dire merde ou ne pas dire bonjour au directeur, c'est autre chose. Alors là, c'est un problème d'autorité, ce n'est pas un problème de fric. Quand un mec vient avec un flingue, il ose prendre des risques pour s'opposer à ses copains alors qu'il n'ose pas prendre des risques pour s'opposer à l'autorité, à la hiérarchie.

— Oui, mais le problème d'autorité dans une boîte, il est uniquement lié à la question de fric, parce que le patron c'est celui qui donne de quoi vivre. Le jour où le patron dit : « Je ne donne plus de fric », les gars deviennent fous et sont prêts à le tuer.

— Pour les cadres, tu disais que c'est pas une question de fric ?

— Pour un cadre, le problème d'autorité, c'est aussi une question de fric. Avoir 300 billets par mois, ça représente un certain pouvoir, avoir une voiture, un certain bien-être.

— Les cadres sont encore plus soumis que les ouvriers.

— C'est différent, ils ont plus à perdre. J'ai vu, dans les comités d'entreprise, les cadres lorsqu'ils ont une question à poser pour contrer la direction, ils s'arrangent pour la faire poser par leurs collègues ouvriers parce qu'en fait, eux, ils ont des rapports directs avec la haute direction alors que le petit ouvrier, lui, n'en a rien à foutre que le directeur général le prenne en grippe. Il est attentif à ses rapports avec son petit chéfaillon, alors que les cadres, même les plus virulents, même les plus politisés, dans les comités d'entreprise ne s'opposent pas, ils laissent faire les ouvriers, ils leur donnent des conseils...

— C'est-à-dire que les cadres sont en position inconfortable dans les entreprises ? Les ouvriers les considèrent comme des patrons et les patrons peuvent les renvoyer comme ils veulent.

— Non, c'est pas ça, c'est que l'ouvrier, lui, il produit alors que le cadre, il participe à la gestion sans en tirer les bénéfices. Il touche un salaire et participe à la gestion, il n'y a pas de problèmes, c'est lui qui achète, c'est lui qui fait des études. Un cadre qui fait des études sur l'achat d'une machine qui va amener le licenciement de dix personnes — il peut faire cette étude — donc, en proposant l'achat de cette machine, il défend l'intérêt du patron. Le jour où l'on parlera du licenciement des dix bonhommes, il ne pourra pas faire grève avec eux. Alors, la seule chose qu'il peut faire, c'est prévenir les ouvriers, c'est de leur dire : « Moi, je suis cadre, mon rôle c'est de proposer l'achat de cette machine. Maintenant, si elle est acceptée, il y a dix bonhommes à foutre à la porte, à vous de vous défendre pour la faire refuser. »

---

## ***L'autogestion***

---

— On a remarqué qu'il y a autogestion souvent quand le patron s'en va. Dans ce cas, les types sont obligés de prendre en main la production, au départ ils ne voulaient pas.

— Oui, les gars ne sont pas préparés, ils n'ont pas l'habitude de décider mais d'obéir. A partir du moment où il faut décider en commun, il y a un apprentissage à faire.

— Tu disais qu'en Espagne et en Algérie les patrons sont partis, c'est très vrai, mais il faut qu'ils partent.

— En autogestion, il faut qu'il y ait une préparation parce que tu te trouves en face, dans les situations révolutionnaires, d'organisations qui ont un schéma et qui sont prêtes à l'adapter à la production, à mettre en place un système de direction qui ne remet pas fondamentalement en cause les rapports de production. En Espagne, ça a été possible parce qu'il y avait une certaine vacance, parce que les staliniens n'étaient pas suffisamment forts, mais en France ils mettent aussitôt en place un système de direction.

— Donc, il faut pousser en avant le genre d'organisation qui peut favoriser ce genre de prise de conscience.

— L'autogestion, c'est du bidon si l'on ne met pas en place de nouvelles méthodes, si l'on emploie les mêmes méthodes. Ce ne sont que les spécialistes qui peuvent gérer une boîte telle qu'elle est faite maintenant.

---

## ***un prolétaire c'est quoi ?***

---

— Je ne comprends pas très bien la différence que tu fais entre défense des privilèges et défense des acquis. Est-ce que les acquis de la classe deviennent des privilèges... parce que les gars deviennent des instruments de production des possédants ?

— Je pense que le système capitaliste a tellement évolué avec le système de cotation en bourse, avec le système de trusts, d'actions, de tout ça, plus personne n'est réellement propriétaire des moyens de production. Considéré sous cet angle-là, presque tout le monde est prolétaire.

— Il y a une propriété collective du capital pour certains. Il est beaucoup plus réparti alors que, du temps de Marx, c'était beaucoup plus une famille, un individu.

— C'est cela, on ne peut plus les scinder en deux. Donc, pour exprimer la dualité entre les deux il faut trouver une autre façon d'analyser et d'exprimer l'état de fait. Certains ne parlent plus de capitalistes ou de prolétaires mais de ceux qui commandent et de ceux qui exécutent les ordres.

— Oui, mais les ordres vont en cascade.

— Il y a aussi la répartition des richesses, la propriété et l'autorité.

— Oui, tout se recoupe.

— Il faut analyser toutes ces notions sous différents angles.

---

## ***directivité — non directivité***

---

— Le problème de la non-directivité, je ne le pose pas tellement. En fait, c'est ce vers quoi je tends, mais si je ne peux pas faire autrement, j'accepte d'être directif...

En fait, tu manœuvres en fonction de ce qui te semble correspondre au désir des gars et des possibilités que tu entrevois. Quand tu poses la question : « Qu'est-ce que l'on fait ? » il arrive que les gars te disent : « C'est toi le délégué, qu'est-ce que tu nous emmerdes, tu dois savoir, c'est à toi de décider. » Il y a un autre problème : tu es plus conscient

que les autres, à certains moments tu te comportes un peu en éducateur. Est-ce que tu acceptes, est-ce que tu n'acceptes pas ? On te dit : « Toi, tu as des heures de délégation, tu as le temps. »

— *Cela te prend beaucoup de temps d'être délégué, même en dehors de ton boulot ?*

— *En fait, ça pose des problèmes. Tu ne peux pas faire un boulot régulier, en plus, tu es toujours préoccupé. On en profite pour te filer des sales boulots inintéressants et pour te payer mal.*

— *En fait, en dehors de tes heures de travail, c'est à toi de limiter ce temps, en fonction de ce que tu estimes utile et de tes disponibilités. Je pense que tu peux arriver à ne pas empiéter sur ta vie privée.*

— C'est curieux dans cette grève... même parmi les gens qui n'ont pas fait grève, il y a eu énormément de complicité. En fait, le lundi matin, je savais qu'il y avait un camion rempli de pièces que l'on aurait pu empêcher de partir. En plus, il y avait des stocks qu'il faut deux mois pour renouveler, donc en occupant nos ateliers on avait la possibilité de mettre la boîte dans une impasse. Eh bien, le lundi matin, on ne l'a pas fait. En fait, il y avait une initiative à prendre, par exemple, quand le gardien a ouvert les portes c'était de les refermer derrière lui : à ce moment-là les gars auraient occupé. Ça aussi, c'est un aspect de la directivité. Tu as une initiative, les gars te suivent, tu mollis, les gars mollissent.

— Donc, en fait, le lundi matin, tu n'as pas été directif ?

— En fait, j'étais indécis moi-même.

---

## **célibataires et mariés**

---

— Est-ce qu'il y en avait d'autres qui étaient prêts à te suivre... l'autre délégué par exemple ?

— L'autre délégué, lui, c'est un autre problème. Moi, je vis seul, lui, il est marié... mais c'est très net, il y a le problème des types qui sont mariés et des types qui sont célibataires... c'est net, net et sans bavures.

Par exemple, au moment de la reprise, tous les mecs mariés étaient pour, tous les autres étaient contre.



Il y a les types mariés qui, le soir, rentrent chez eux, retrouvent une vie familiale avec tout ce que cela comporte : confort, responsabilités, soucis, etc., pour qui le train-train quotidien est sécurisant. Les célibataires, pour eux, la grève c'est l'événement, un moyen de rompre avec la routine et aussi de s'affirmer. Pour eux, il y a un espoir de changement, ils refusent leur condition. En plus, dans l'action, pour eux il n'y a pas de sentiment d'isolement, de coupure de la famille, du foyer. Je crois que les plus déterminés ce furent les Algériens.

---

## **les inhibitions**

---

— Je me rends compte que j'ai une morale étriquée et cette morale étriquée il ne faut pas l'appliquer aux autres, il faut essayer de s'en dégager...

Le truc classique... quand j'ai commencé à être délégué c'est... mais tous les ouvriers ont tendance à le faire... devant le patron, on singe le patron, pour montrer qu'on peut être aussi bien que lui. Moi, sans vouloir faire le contraire, dire que les ouvriers doivent rester sales... mais il faut trouver des formes d'expression qui nous sont propres. Dans certains cas, la manière d'être des mecs, la spontanéité, même si elle te choque, tu ne dis rien, mais après tout c'est peut-être moi qui... et j'ai pris cette habitude de laisser faire.

— Tu constates qu'il y a un certain nombre de choses que tu n'oses pas faire ?

— Oui.

— Mais que les autres le font spontanément ?

— Que les autres... et puis leur manière d'être. Il y a des choses que je trouve vulgaires, mais en fait c'est peut-être mes critères qui me le font penser. Par exemple, il y a un an, au moment d'une grève, les gars ont éprouvé le besoin de passer un film pornographique. Moi, j'étais contre. Mais après coup, je me suis dit : pourquoi pas ? Mais les gars, de toute façon, ont l'habitude du fait que j'essaye de ne pas être autoritaire, les gars m'ont envoyé chier, ils se sont ramenés avec une couverture, la caméra et tout, et ils ont passé leur film pornographique au réfectoire. J'avais simplement demandé à ce que cela ne se sache pas, je ne voulais pas être emmerdé.

— C'était pendant le travail ça ?

— Non, c'était pendant une grève. Et personne n'en a jamais parlé. C'était même marrant et un moment je m'y suis laissé prendre : je me suis dit que pendant que les jaunes sont en train de gratter, nous on est en train de faire les cons, et à ce niveau-là j'ai trouvé que c'était sensationnel, mais c'est tout ! Je me rends compte que j'ai une morale étriquée qu'il faut essayer de dépasser parce que les gars sont en avant, bien souvent.

— Il y a des territoires qui appartiennent à certaines personnes. Chez les animaux c'est comme ça. Dans la boîte, tu vas d'un atelier à l'autre, comme ça ?

— Oui.

— Toi, délégué, mais les autres ?

— Il y a des fois où les gars me le demandent, ils me disent : « Toi, vas-y, tu es le délégué. »

Il y a un nouvel atelier qui vient d'être créé. C'est un nouveau territoire, eh bien, j'osais pas y aller, il m'a fallu faire un effort.

— Les patrons ont peut-être intérêt à entretenir ce cloisonnement entre les ateliers ?

— Oui, chez Michelin, ils ont trouvé un biais juridique pour que les ouvriers ne circulent pas d'un atelier à l'autre : tous les ateliers fabriquent des pneus, mais tous les ateliers sont secrets. Il faudrait prendre l'habitude d'aller d'un atelier à l'autre.

— Oui, les situationnistes appellent ça l'occupation de l'espace.



**A ce moment-là, le texte a été ronéoté et proposé à d'autres camarades et aux lecteurs. Nous publions maintenant les commentaires reçus.**

**Il est évident qu'il est possible d'aller plus loin : organiser par exemple une rencontre élargie pour discuter. Il en sortira ce qu'il en sortira...**

**D'autres pourraient vouloir, en petit comité, essayer d'approfondir les concepts de prolétariat, d'autogestion, d'aliénation, etc.**

**La suite à donner dépend de vous, de nous tous.**

# commentaires

## syndicalisation

*Le taux de syndicalisation, a priori, je m'en fous et je ne fais rien (ainsi que toute la section) pour augmenter le nombre des syndiqués. Or, en fait, nous avons presque triplé le nombre en deux ans. Pourquoi ? parce que les gars se sentent actuellement menacés et découvrent ainsi une certaine « condition salariale » et cela les entraîne à chercher appui auprès de la structure syndicale pour leur défense. Ça, c'est pas beau ! (Syndicats = assistants sociaux.) Mais s'ils sont venus à la section C.F.D.T. plutôt qu'à la C.G.T. ou à F.O. ou à la C.G.C., c'est peut-être aussi parce que nous avions certaines positions, cf. ce que je dirai sur l'autogestion. En fait, plus je vais, plus je pense qu'il faut veiller à la syndicalisation (si évidemment il y a pratique syndicale saine à la section : pas seulement histoire de faire payer des timbres) car c'est une façon d'amener les gars à s'informer, à prendre la parole, à découvrir plus, bref, à faire un pas dans le sens, presque, de l'illégalité ; et a priori, je me défierais des mouvements « spontanés » de gars non syndiqués : ça retombe vite et bas. La lutte ouvrière est œuvre d'haleine, c'est pas du poujadisme lunatique.*

## influence du p. c.

*Est-ce l'influence du P.C.F. qui fait que l'on trouve souvent le genre de réaction cité dans le document ? ou serait-ce plutôt ceci : le mouvement ouvrier a perdu de sa virulence par rapport à ses débuts à quelques exceptions près. C'est un fait, or je constate qu'en R.F.A. il n'en a plus aucune (en gros). Le prolétaire ne se sent pas exploité comme autrefois, aussi crûment (cf. « Ecoute camarade » pour expliciter ma pensée), son exploitation est plus vicieuse et son aliénation plus grande. A noter que les mouvements durs viennent de régions en voie d'industrialisation, ou de main-d'œuvre s'intégrant dans le monde industriel et urbain.*

*Le capitalisme par l'aliénation a trouvé un remède efficace à la violence du mouvement ouvrier.*

L'influence du P.C, si elle a été déterminante dans cette démobilisation surtout autrefois, l'est moins aujourd'hui que la démobilisation est grande et l'aliénation efficace. En fait, le P.C. a une sale influence du fait simple qu'il ne pose pas les problèmes réels, mais s'attaque à des phénomènes économiques et strictement économiques suivant la doctrine marxiste orthodoxe, par exemple, à la limite, suivant le principe que l'économique prime et est essentiel, etc. Le programme commun prévoit, paraît-il des nationalisations. Vu ? Il ne prévoit pas un changement dans les rapports de production, dans les rapports hiérarchiques, dans la gestion de l'entreprise, etc. Il fait l'ordre... Donc je dis qu'en fait le P.C. ne reflète que le système capitaliste exploiteur et n'est, en l'occurrence, qu'un allié du capitalisme. P.C. et capitalisme, c'est du kif et il n'y a pas à voir en soi l'influence du P.C.

## **politisation et syndicalisation**

*(Les militants syndicaux sont tous ou presque politisés.)*

Il y a un rapport syndicalisme-politique et il faut tout faire pour que d'un truc précis et même con le gars passe à une perception globale de la chose, pour que le gars, d'un truc alimentaire, voie et ressente qu'il s'agit là d'une application générale d'une politique. Par exemple à la boîte, on montre aux gars que si c'est la merde chez nous, c'est parce que l'Etat-patron veut réduire ses charges et ne veut plus remplir qu'un rôle d'appoint et de soutien aux capitalistes et que ce n'est pas seulement chez nous : « Regardez, c'est le bordel dans toute la fonction publique... » Arrivé là, qu'est-ce qu'il faut leur dire aux gus ? C'est qu'on a la parole, nous, et quand on l'a, ils veulent pas toujours nous la prendre ! Moi, je m'en tire dans la confiance : « De toute façon mec, moi je dis que c'est tous des pourris et qu'on aura leur peau, etc. » Mais le gars, lui, il comprend : « Bof ! on n'y peut rien ! » Là, j'y vois pas clair. A part le cri « Vive la révolution sociale ! » (avec un petit couplet sur l'histoire de ce cri... si on peut le faire).

## **le vote**

Y a pas pire saloperie ; ça, c'est sûr ! Avec le vote, tu fais tout ce que tu veux et surtout la démobilisation des mecs : pas d'action et démission du pouvoir momentané du gus dans les pattes d'un autre. Si tous les éléments étaient réunis pour que les gars puissent voter correctement ! Comme si la vérité momentanée était du côté de la

majorité ! Et pourtant parfois il faut bien faire voter (moi, je lève jamais le doigt...). Comment je m'en tire ? pas glorieusement. S'il y a vote, je demande systématiquement les explications de vote, et si tu choisis bien le gus à qui tu poses la question, tu peux arriver à quelque chose. Mais là, je me dis que je suis une salope et un magouilleur. En section syndicale, on n'a eu qu'un seul vote depuis que j'y suis. Je râle chaque fois qu'on pose la question et je dis pourquoi (là-dessus, ce que dit le copain est vachement bien vu). C'est bien compris pas tous, je crois, et on arrive assez vite à des décisions unanimes (mais on n'est jamais que 25 au plus !). Le principe est qu'il faut que les gus se déterminent et se déterminent eux-mêmes. Je crois qu'en poursuivant ce qu'on essaie de faire on va arriver à quelque chose. Préparer les A.G. par des réunions par secteurs géographiques de la boîte. A ce niveau-là, ça discute, ça s'explique et ça parvient à quelque chose, mais les gus sont « jainéants » ou ont la trouille de discuter comme ça, sur le tas ; ça va bien pour les période chaudes où tu te jous du patron, mais... Et puis je crois qu'il ne faut pas trop avoir la trouille de bousculer les mecs. Le jour où on s'est pointés en A.G. et qu'on leur a dit : « Les sections C.G.T. et C.F.D.T. appellent à la grève pour le 16 novembre, discutons seulement de la suite du programme », ça les a surpris, les mecs ! Mais ils ont suivi et c'est une façon de leur faire prendre leurs responsabilités, merde ! Les gus, c'est pas des dieux à tous les coups. Seulement, t'as toujours la trouille d'être fascisant...

De toute façon, je crois qu'en cas de vote prévu, il faut procéder comme ça : tu parles pas de vote, tu exposes la situation objectivement (et pour ce faire, au niveau le plus haut possible, si tu discusses dans ton exposé de la « mobilisation » des mecs, t'es une salope, tu racontes ce que tu veux), et après tu laisses discuter ; le merdier, c'est que ça tourne vachement en rond (et dans ce cas-là, tu te fais engueuler parce que tu ne réagis pas). Tu laisses faire. Quand ça se précise, que tu sens le vent, avant que les mecs en aient ras-le-bol de la discussion (faut prévoir ton coup pour qu'ils soient prêts à accepter les explications de vote), tu vois la question à poser et tu la poses de façon compréhensible dans le calme revenu (là, moi, je voudrais arriver à au moins trois minutes de silence avant le vote). Tu fais voter ; puis explication de vote. Mais là, si les gus écoutent les explications de vote, ils se renient difficilement (et quand ils le font, ils en rejettent la faute sur toi !) mais je m'en jous. De toute façon, faut pas poser des questions qu'ils ne se posent pas, hein ? (cf. ce que disait le copain).

Et puis j'en sais rien, c'est comme ça qu'on essaie de faire, mais c'est pas le pied !

## **violence - non violence**

*Mon problème à moi serait plutôt de rendre les gars plus violents que « non violents » (ça, c'est une connerie, parlons de virulence). Les mecs, ils subissent la violence patronale, mais leurs pulsions violentes sont refoulées depuis belle lurette !*

*Il y a le problème des provocations. Là, il faut se montrer grand garçon quoi ! Ça m'est arrivé, une fois ou deux, des mecs qui... bof ! Le tout est de rester vachement calme et ferme à la fois. Faut faire gaffe quoi ! A la limite, tu lui dis : « Vas-y mon vieux... tu verras bien... » Surtout, ce qu'il faut bien voir et développer, c'est la violence exercée par les exploités (et profiter de tout pour ça : c'est la pratique syndicale).*

## **rapports d'autorité**

*Rien à signaler (sans complexes). Pas suffisamment réfléchi à ce que dit le camarade.*

## **autogestion**

*C'est évident que c'est une utopie, mais toute utopie est bandante. C'est une utopie parce qu'à l'heure actuelle la gestion d'une boîte est une affaire complexe (marchés, production, technique, gestion, etc.). Mais l'autogestion n'est pas un truc en soi, elle suppose énormément d'autres choses (désaliénation individuelle et collective, éducation, changement des rapports de production, etc.). Elle les suppose, mais elle les crée aussi (le besoin crée l'organe...).*

*Le problème est de la rendre crédible, et là, il n'y a pas à tortiller du cul : c'est encore ce que j'appelle la pratique syndicale saine.*

*Je ne suis pas plus con qu'un autre. Corollaire : les autres ne sont pas plus cons que moi. Donc ils peuvent faire (et ils font) ce que j'essaie de faire : développer toujours (souci constant) la prise du pouvoir du travailleur sur lui-même. C'est dans la lutte syndicale (îlot préservé) qu'il faut que le gus se découvre maître de lui et qu'il se sente tel (l'appareil : dehors). A ce niveau-là, le gars s'aperçoit qu'il n'a besoin de personne pour décider ce qu'il a à faire et définir ses revendications. C'est le début et un bon début*

(hélas ! il a vite la trouille !). Sans cesse il faut gueuler : « Démerdez vous tout seuls, vous êtes grands garçons ! » Ensuite, profiter de tout pour démontrer qu'on n'a pas besoin de chefs. Exemple type : cette semaine mes chefs sont ou en congé ou en grippe ; en conséquence, mon cri de guerre est : « Ouf ! il n'y a pas de chef, on peut travailler tranquillement et correctement, enfin ! ». Crie bien fort, ça porte ! (L'autorité, il faut la nier plus que la combattre.) Et ce qu'on fait soi (en petit), pourquoi pas le faire en grand ? Qu'est-ce qu'ils font en Algérie ? A ce niveau, il faut y aller mou, les exemples d'auto-gestion ne sont pas tous clairs. Et si les gus sont persuadés de la « qualification » nécessaire à la gestion d'une boîte, ils sont de plus en plus écœurés par l'exercice féodal de l'autorité actuel.

Ceci, c'est ce qu'on essaie de faire. C'est long, hein ! Faut le faire de toute façon. C'est presque de l'éducation (crénom de Dieu nous voilà éducastreurs !) Je crois que ça fait son chemin dans l'idée des gars.

### **un prolétaire c'est quoi ?**

Après discussion avec des copains, on ait que le prolétaire, c'est celui qui n'a ni initiative ni pouvoir. Ceci par rapport à celui qui a initiative et pouvoir (pour ses loisirs, donc fric, pour l'éducation, la culture, le travail effectué, etc.). Des définitions pour quoi faire ? Ce prolo-là est bourgeois du fait qu'il n'a ni initiative ni pouvoir : il a les besoins qu'on lui crée, même s'il ne peut les satisfaire.

C'est quand même ce prolo qui doit avoir et initiative et pouvoir (sur lui et de lui, je ne suis pas facho !)

### **directivité - non directivité**

Cf. ce que j'ai dit sur « autogestion » et « vote ».

Ajoutez le « magouillage »... Et puis en tant que délégué... on a plus d'informations, peut-être une conscience plus vaste sinon plus développée des problèmes, fatalement, on est directif.

Les gars aiment bien (cf. inhibitions) avoir un « mot d'ordre ». Ils l'engueulent quand tu ne le donnes pas. Eh bien merde ! il faut pas le donner. Seulement, des fois, ça se casserait la gueule si tu ne le donnais pas. Et merde, j'en sais rien. C'est la panade (tout à l'heure, j'ai dit aussi qu'il fallait les bousculer). Là je crois qu'il faut voir la vie syndicale de la section d'entreprise et refuser la « personnalisation » des décisions : s'adresser de groupe à groupe.

*J'ajouterais un truc : la promotion individuelle. Quand tu es jeune, « libre » (comme ils disent), tu te fous et de ta tâche et de ton avenir professionnel. Quand tu es marié, tu penses à « être » plus. Là, il y a un clivage terrible entre ceux qui pensent à leur promotion et ceux qui s'en foutent.*

### les inhibitions

*Y en a un paquet. Ce que je disais de la « trouille » des gars, trouille du patron, trouille de l'aventure, de l'illégalité, trouille de s'affirmer tel qu'on est (alors là, c'est incroyable !)*

*L'illégalité, ça commence par être à un autre étage, s'attarder à discuter hors de son poste. La trouille du gosse d'être « pris en faute ». Le complexe d'infériorité devant le chef (lui il est malin, moi je suis un con : je lui lèche les bottes).*

*Si tu agis autrement, les gars te regardent drôlement. Ils t'envient un peu, te condamnent un peu. Ils ne savent pas dans quel « camp » tu es.*

*Et puis chacun, on est inhibé aussi, hein ? J'ai beau me moucher avec les doigts...*

*L'aliénation est si grande que l'originalité individuelle est faible. Il y a un moule à respecter (depuis le bleu ou la blouse : x). Généralement, je suis le plus cradingue de tous, mais c'est une réaction inverse, presque malsaine. Ce faisant, je ne m'affirme pas tel que je suis.*

*Inhibitions sexuelles : A la boîte, de ce côté-là, ça ne va pas trop mal. Je peux dire que les réactions « marquantes » (manquantes ?) sont assez valables. Pas de porno grossière (sauf quelques conneries bien sûr) et au contraire une certaine liberté. Par exemple : « Je trompe ma femme à l'occasion, elle aussi certainement ; on s'en fout, c'est pas pour autant que... » Le rapport sexuel est généralement considéré sous cet angle (pas besoin de développer). Ça tient au milieu « technique ».*

*Lutter contre les inhibitions, c'est être soi, comme pour moi lutter contre la hiérarchie ; c'est faire comme si, pour moi, cela n'existait pas. Mais c'est pas facile et puis tu te fais intégrer.*

Robert Courlet



## de l'utilisation d'un vocable

L'autogestion est depuis quelque temps déjà au cœur de tous les débats de la gauche, de l'extrême-gauche, de l'ultra-gauche.

La gauche découvre un nouveau gadget, l'extrême-gauche (du P.C.F. à la Ligue communiste en passant par Lutte ouvrière) réaffirme son opposition à cette tentation petite-bourgeoise, l'ultra-gauche pleure la fin de son monopole et cherche comment le recouvrer plus pur et plus dur que jamais.

Il faut essayer de comprendre le soudain engouement pour ce mot que ressassaient dans leur coin ceux qui se souvenaient des grands ancêtres.

Si la notion d'autogestion est reprise par des « organisations de masse » — nous verrons plus loin comment — ce n'est pas qu'elles aient changé, ni sur le fond ni sur la forme. Ce qui a changé, c'est le mouvement ouvrier (1). Nous ne voulons pourtant pas faire chorus avec ceux qui découvrent enfin un mouvement combatif, car ce qui a changé, ce ne sont pas les méthodes elles-mêmes, mais le moment où elles sont employées ; c'est aujourd'hui par rapport à hier. Ce qui est nouveau, c'est tout à la fois la généralisation de ces méthodes de lutte et l'écho qu'elles rencontrent, c'est enfin la perte de leur originalité, elles entrent dans la normalité.

C'est ce changement et lui seul qui amène les organisations « semi-bureaucratiques » (2) à modifier leur idéologie. De même que le capitalisme est obligé de s'adapter, de se transformer, le syndicalisme semi-bureaucratique se doit, pour ne pas perdre son influence, de suivre le changement du mouvement ouvrier.

En résumé on peut dire que les idéologues sont sans cesse obligés de chercher de nouvelles recettes pour coller à un moment du mouvement ouvrier. Incapables de comprendre ce qui est en marche, en mouvement, ils en sont réduits à prendre de vieux slogans, de vieilles

---

1. Mouvement ouvrier. — J'appelle ainsi les ouvriers lorsqu'ils s'opposent à l'exploitation, ce faisant, ils forment une classe. « Les individus ne forment une classe que dans la mesure où ils ont à mener une lutte commune contre une autre classe ; par ailleurs, ils s'affrontent eux-mêmes en ennemis dans la concurrence. » (Karl Marx)

2. Organisation semi-bureaucratique. — Organisation construite sur un mode pyramidal, mais ayant un faible nombre de permanents par rapport au nombre de membres, et sans idéologie ouvertement autoritaire (C.F.D.T., P.S.U. par rapport à Lutte ouvrière, la Ligue communiste, le P.C.F., la C.G.T.

idées créées par le mouvement à ses origines, et de les actualiser en les tronquant. Ce qui est les dénaturer deux fois :

— en reprenant une idée émise par le mouvement ouvrier à un moment donné de son développement, ils (les idéologues) la font réapparaître alors que le mouvement a évolué donc s'est transformé. C'est donc une idée plaquée sur une réalité autre, donc une idée fausse ;

— en donnant à cette idée un contenu « inférieur » à celui qu'elle avait lors de sa naissance ils (les idéologues) la réduisent à un miroir aux alouettes.

La concrétisation de cette thèse est bien la manipulation dont l'auto-gestion est l'objet en ce moment. Avant de pouvoir aborder ce point particulier il faut rapidement essayer de rappeler ce qu'était l'auto-gestion réclamée originellement.

Créé par le développement du capitalisme, le prolétariat ne peut en dépasser le niveau de développement. Je m'explique. Si les idéologues et les révolutionnaires peuvent par leur intellect imaginer une société future et le chemin y menant, le prolétariat ne peut pas, de fait, dépasser les problèmes auxquels il est obligé de s'affronter concrètement.

Le prolétariat, lui-même en développement, devait s'affronter à l'accumulation du capital sous sa forme concrète : les usines. Issu de l'artisanat et de la paysannerie, le prolétaire naissant devait assimiler, comprendre son nouveau milieu. Toute revendication ne pouvait être que quantitative et son expression révolutionnaire limitée à ce nouveau cadre, l'usine. De même, alors, le capital ne s'intéresse qu'à la mise en valeur de la production. Du simple fait de cette convergence, toute lutte ne peut tourner qu'autour du problème de l'outil et de sa propriété.

Ce n'est que lorsque le capital aura achevé la mise en place des lieux de production que deux problèmes se poseront avec acuité : l'existence d'une force de travail non employée et l'existence d'un secteur non exploité.

### *force de travail non employée*

Le secteur agricole s'est vidé petit à petit (2 000 000 de paysans, de 1954 à 1968) de sa population productrice au profit du secteur industriel naissant. Ce nouveau secteur s'est révélé en fait très rapidement incapable d'assimiler ce nouvel exode, la production ne pouvant augmenter sans limite, le temps de travail ne pouvant

diminuer sans contrôle. On assiste donc à la limitation légale du temps de travail et à la création de postes de travail non productifs. Ceci aura donc pour le capital deux conséquences favorables : la création de nouveaux consommateurs et la création d'un secteur exploitable à rentabilité rapide, les loisirs (Trigano), et une conséquence défavorable : la création d'emplois non directement productifs de capital. Cette contradiction met en danger le mode de production lui-même. C'est ce que nous verrons plus loin.

## *secteur non exploité*

Pendant la première période du capital le salaire est destiné à entretenir la force de travail qui est vendue jour après jour. A la même période, le mode de vie à la ville n'a que peu changé par rapport à la période préindustrielle. Progressivement, le rôle du salaire va changer, les organisations ouvrières prenant elles-mêmes en charge l'entretien de la force de travail (comités d'entreprises, sécurité sociale, mutuelles, caisses de retraites, etc.). Le salaire sera alors consacré à l'acquisition de biens de consommation, le travailleur consommera le soir ce qu'il produira dans la journée.

On assiste donc à la mise en condition de la totalité de la vie sociale, ceux qui tentent d'y échapper font figure d'inadaptés sociaux. C'est le règne du capital unitaire. C'est dans ce contexte que l'idée d'autogestion resurgit avec une vigueur accrue. Il est donc nécessaire de s'arrêter à l'autogestion pour les masses, celle made in C.F.D.T. La propagande de ce syndicat peut nous apparaître à nous, anars, comme sympathique, car elle paraît être issue directement du syndicalisme révolutionnaire, Edmond Maire dixit. Arbitrairement, on peut diviser l'autogestion en deux domaines : dans l'usine et en dehors.

Voici les positions cédétistes à ce propos :

a) dans l'usine :

- ce sont les travailleurs qui éliront les responsables de l'entreprise aux différents niveaux (de l'atelier à l'ensemble de l'entreprise) ;
- ce sont les travailleurs qui décideront collectivement de l'organisation du travail et des conditions de travail ;
- ce sont les travailleurs qui détermineront, dans le cadre du plan démocratique, la politique de l'entreprise en matière de fabrication, de répartition des investissements, des rémunérations.

b) en dehors :

Il ne suffit pas de changer de gouvernement ; il faut changer aussi la façon dont il fonctionne, la façon dont fonctionne le pouvoir central, ses rapports avec les autres échelons. La perspective de l'autogestion transforme radicalement la question du pouvoir d'Etat. Malgré le fait qu'on héritera d'un appareil d'Etat centralisé, il est possible et nécessaire d'entamer, dès la prise du pouvoir, une remise en cause progressive de cette centralisation.

c) rôle du syndicat :

« Quel que soit le degré de démocratisation atteint dans l'entreprise comme dans l'économie, le syndicalisme garde son autonomie dans sa fonction de contestation, de force d'impulsion, de contrôle contre l'arbitraire, de protection des travailleurs. Le syndicat continue à être une école de formation de militants ouvriers, un lieu de l'élaboration de la critique sociale, un moteur des transformations à opérer ou à parfaire. C'est dire que l'autonomie du syndicat et la reconnaissance de ses moyens d'action, y compris la grève, constituent une nécessité et une garantie fondamentale de l'autogestion. » (Syndicalisme n° 1415, spécial autogestion.)

En vrac, un certain nombre de remarques s'imposent. Dans l'usine le problème des rémunérations arrive en dernier, celui de la hiérarchie n'étant pas abordé, pas plus d'ailleurs que celui de la distribution de la production. Hors de l'usine l'organisation étatique n'est pas remise en question, mais sera aménagée, et enfin cette autogestion sera tellement bien qu'il faudra toujours un syndicat pour défendre les ouvriers. En fait, on se trouve devant un plan intelligent, moderne, contenant des données contestatrices, mais qui ne vise en fin de compte que l'organisation du travail. Ce courant du mouvement ouvrier n'est pas du tout utopique, ce n'est pas un projet de longue haleine, mais à court terme. Pourquoi ? Tout simplement parce que, de l'autre côté de la barrière, chez les patrons gérants du capital, le même courant est à l'œuvre à partir, non de données humanistes (l'ouvrier est aliéné, il faut le libérer), mais de faits précis en rapport avec la production (abrutissement + fatigue = tant de journées de travail perdues + tant de travail mal fait = tant de manque à gagner = tant de manque à réinvestir). A partir de ces données, le patronat éclairé se repose le problème du mode de production à la base. Non seulement il se le repose, mais il fait des expériences qui se révèlent concluantes. Les premières ont eu lieu aux U.S.A., puis en Suède (SAAB et Volvo). Voici ce que cela donne : travail intelligent (non parcellisé) = moins de fatigue, moins d'abrutissement = plus d'intérêt au travail = retour à une espèce d'artisanat industriel = disparition de l'absentéisme = moins de contraintes

nécessaires = travail de meilleure qualité = disparition des secteurs non productifs (petit chef et vérificateur) = plus gros profit = meilleure production de capital.

Cette évolution a déjà lieu chez nous sous la forme de l'introduction de l'horaire à la carte (six heures de présence obligatoire, le reste étant fait avant ou après) selon l'envie du moment !

En fait cela revient à faire travailler les gens quand ils sont le plus en forme, donc le plus rentable, et rendre inutile la pointeuse, chacun créant sa propre discipline. Cette évolution peut être le fait du patron, ou bien être accordée sous la pression d'un mouvement de grève. C'est le cas en Italie, dans plusieurs grosses usines de la région de Milan. Les petits chefs ont sauté, les délégués participent aux décisions et tout le monde travaille tellement mieux ! Que faut-il en penser, est-ce un mal ou un bien ? Il est clair en fait que ce n'est ni l'un ni l'autre. C'est l'évolution même du mode de production qui amène à ça. Cette opinion peut paraître très mécaniste, pourtant je ne peux considérer ces choses comme une victoire de la classe ouvrière. Certes, tant mieux si le travail devient moins abrutissant, tant mieux si les ouvriers peuvent vivre un peu mieux en travaillant. Retour partiel vers une vie unitaire, si on veut, mais il y a un retour à la médaille : la mise en condition idéo-psychologique. L'ouvrier et l'homme en général est de plus en plus agressé dans sa personnalité profonde, les découvertes de la psychanalyse étant utilisées directement dans la distribution de la production (cf. la publicité pour les lames à raser). L'individualité étant niée, les activités hors production deviennent de plus en plus « de masse ». Pour s'en convaincre il suffit de regarder autour de soi. La télévision c'est un luxe intellectuel de ne pas l'avoir, la voiture, même si ce n'est pas un dérivé sexuel, est un instrument de massification (cf. les embouteillages). De plus en plus quiconque sort du rang dérange son voisin. Il serait intéressant de faire un sondage avec les questions suivantes : Pensez-vous que tous les jeunes doivent faire du sport ? Pensez-vous que tous les jeunes doivent travailler ? et ainsi de suite à propos des habits, du respect des vieux, de l'amour, etc. Les réponses seraient sans aucun doute massivement affirmatives. Un régime apportant tout cela ne pourrait être que totalitaire. Parallèlement à ceci il n'est pas sans intérêt de mentionner l'enquête faite parmi les lecteurs du « Monde » à propos de la cybernétique. 80 % des réponses (3 500) venaient de cadres, de dirigeants et futurs dirigeants d'entreprises. Ils étaient tous en faveur de la généralisation de l'électronique comme solution de tous les maux. Parmi toutes les questions, trois étaient directement politiques :

Pensez-vous que l'introduction de la cybernétique centralise ou pas les structures de décision ?

Réponse, en grosse majorité : elle centralise.

Pensez-vous que la cybernétique crée un danger pour les libertés individuelles ?

Réponse, même pourcentage : elle représente un danger.

Pensez-vous que la cybernétique crée une société plus ou moins humaine ?

Réponse, même pourcentage : moins humaine.

A première réflexion on peut dire qu'il y a contradiction ; eh bien non, et c'est là le drame. Tout ce beau monde est prêt à se sacrifier pour la production, sans évidemment lâcher les commandes.

Parallèlement à la démocratisation (?) de l'usine, nous assistons à une totalitarisation de la société. Cela concorde d'ailleurs avec le développement actuel, ou plutôt le non-développement du capital. Pour s'en convaincre, il suffit de se rappeler les déclarations fracassantes de Manshoit et le rapport du M.I.T. Les haut-parleurs du capital avancé venaient de tirer la sonnette d'alarme ; la production augmente sans trouver de débouchés, les matières premières s'épuisent, la pollution devient dangereuse. En clair cela signifie seulement que le coût de production du capital devient de plus en plus cher donc de moins en moins rentable. Toutes ces savantes personnes sont d'accord pour affirmer que rien ne va plus, qu'il faut tout arrêter et repartir à zéro.

Dans ce sens la réaction de Marchais (P.C.F.) était tout à fait justifiée. Ce sont les ouvriers qui, une fois de plus, paieront les pots cassés. Peut-il en être d'ailleurs autrement dans les structures actuelles. Car pour qu'un changement économique d'une telle ampleur ait lieu, il faut qu'il soit accompagné d'un changement politique radical. Cela doit se faire sans troubles sur les lieux de production. A la totalitarisation de la vie doit correspondre une totalitarisation du politique. Qui d'autre que Marchais est capable de remplir un tel contrat ? Seule, la CGT est capable de faire marcher les usines et aussi de les faire ralentir, en expliquant partout que c'est une victoire des travailleurs. Dans cette situation, la C.F.D.T., avec son programme gestionnaire, ne pourra que suivre.

Il peut sembler que l'autogestion a été laissée de côté, pourtant, il n'en est rien. Le problème qui se pose est de plus en plus celui de l'appropriation collective de la société. Socialisme ou barbarie, l'alternative reste, hélas ! toujours valable ! Face à cela, on ne peut que prendre et reprendre le vieux slogan éculé : Tout le pouvoir aux conseils ouvriers.

Pierre Sommermeyer

## « COMMUNE LIBRE »

*Cette revue sera constituée d'une suite de dossiers à l'initiative d'une équipe de militants anarchistes révolutionnaires qui ont essayé de déterminer son rôle avec précision.*

*Le concept de « commune libre » contient, à la fois, l'effort de changer la vie quotidienne, et le combat tendant à universaliser cette transformation.*

*Il ne suffit pas d'être libre, il faut encore agir. Mieux, il est impossible de parvenir à la liberté de chacun si on n'agit pas pour l'émancipation de tous.*

*Le rôle de la revue en elle-même est d'exprimer l'appréhension anarchiste de la réalité et d'apporter les matériaux d'une conscience stratégique nécessaire à l'action révolutionnaire des anarchistes et des anti-autoritaires en général.*

*Chaque dossier sera toujours consacré à un sujet d'actualité brûlante. Nous espérons qu'au fil des réalisations une cohérence apparaîtra de manière suffisamment claire pour pouvoir unir les efforts de ceux qui conçoivent :*

- qu'il n'y a d'issue émancipatrice pour les nouvelles générations que dans la destruction des racines mêmes de l'autorité ;*
- qu'il n'y a de disparition des totalitarismes que dans la destruction des appareils de parti, des nationalismes terroristes (qu'ils soient de raison d'Etat ou de déraison) et de notre système social actuel qui est fondamentalement nihiliste ;*
- que la commune libre ne peut être réalisée qu'en passant par une action directe (violente comme non violente), dans le cadre d'une solidarité internationale agissante ;*
- qu'une minorité cohérente et intelligente, catalysant le processus révolutionnaire et contrant les récupérations et déviations autoritaires, est un élément indispensable à une réelle révolution sociale.*

Numéros parus :

- « Munich 1972 », la « paix olympique » prélude à notre apocalypse quotidienne. (N° 1, décembre 1972), 3 F.*
- « Pays Basque », les assassins passent la frontière et entrent au « Marché commun ». (Supplément au n° 1), 1 F.*

Numéros en préparation :

- *L'autogestion, février 1973.*
- *Vers une lutte révolutionnaire décisive en Espagne, avril 1973.*
- *Situation économique et sociale en France, juin 1973.*
- *Entre ces dossiers paraîtront régulièrement des suppléments qui seront fréquemment consacrés à la publication de textes et documents allant dans le sens d'une « Solidarité internationale ».*

Achats de diffusion — 2 F par numéro, 0, 60 F par supplément.

Abonnements — 6 numéros et leurs 6 suppléments : 20 F.

« Commune libre », 3, rue Merly, 31 Toulouse

Versements à P. Meric — C.C.P. 1.849.93 — Marseille

---

## ÉCOLOGIE — ÉCOLOGIE — ÉCOLOGIE

Le C.S.F.R. nous a communiqué un dossier ainsi qu'une lettre ouverte à Poujade sur le problème des centrales nucléaires et celle de Fessenheim en particulier.

Par ailleurs, des luttes écologiques se développent dans différents secteurs, liées le plus souvent à des combats politiques. Nous envisageons de faire le point sur ces luttes et de réfléchir sur leur signification.

Le produit de cette réflexion, s'il tient debout, pourrait faire l'objet d'un numéro d'A.N.V.

Les copains qui ont déjà affronté ces problèmes et qui sont prêts à participer à ce boulot peuvent prendre contact avec :

Michel Bouquet  
283, rue du Moulin-des-Murailles  
27130 Verneuil



---

## annonces

---

- « Informations et Contacts », n° 5, abonnement 5 FS, Jane et Ivar Petterson. — Thiébaud, 15, place du Temple, 1227 Carouge-Genève. Sur l'occupation du « Prieuré » à Genève.
- « L'informatie Underground » (Freepress), n° 4, septembre 72, 15, rue François-1<sup>er</sup>, 17200 Royan. Abonnement : 10 F pour 12 numéros.
- « Le Lycéen libertaire », organe du Groupe libertaire lycéen de Fresnes-Antony, supplément au « Monde libertaire » n° 185, n° 1, 15 novembre 72, 0,50 F.
- « Aux arbres citoyens ! », bulletin d'information des objecteurs de la région ouest refusant l'O.N.F., décembre, A. Verger, c/o S.O.C., 57, rue des Hauts-Pavés, 44-Nantes.
- « Kuta » Publicacion acrata, n° 10, octobre 72. « Marxismo y Anarquismo », B.A.S.E., Villa Canaima, plaine des Astres, Montady, 34310 Capestang. C.C.P. Elena Graells 8721 A Montpellier.
- « Le Mouvement communiste », n° 2, mai 72, Gilles Dauvé, B.P. 95, Choisy-le-Roi. C.C.P. 30 00937 La Source.
- « Statuts de l'Association internationale des travailleurs », en français et en espagnol. J. Muñoz-Congost, 38, rue Victor-Chabot, 87-Limoges.
- Michel Bakounine, œuvres tome I — 25 F chez Stock, 14, rue de l'Ancienne-Comédie, 75006 Paris.

Nous avons reçu le tome I des œuvres de Michel Bakounine publié par Stock. C'est le fac-similé de l'édition de 1895 qui devrait être suivi des cinq autres tomes.

On trouve dans ce premier volume le texte présenté par Bakounine au comité central de la Ligue de la paix et de la liberté : « Fédéralisme, Socialisme et Antithéologisme » (1868), puis une dizaine de lettres publiées dans « le Progrès » du Locle adressées : « Aux compagnons de l'Association internationale des travailleurs du Locle et de la Chaux-de-Fonds » (1869), et « Dieu et l'Etat ».

L'action privilégiant l'écrit, Bakounine n'a jamais pu (ou su) présenter ses idées de façon systématique et le lecteur peu averti risque d'être désorienté par les digressions fleuve du révolutionnaire. Une lecture active, plume en main, s'impose, surtout si l'on compte persévérer et suivre les tomes successifs. Cette première livraison traite du fédéralisme, du socialisme, de l'idée de Dieu, de l'Eglise, de l'Etat, des classes, du rôle de la bourgeoisie, de la franc-maçonnerie, du patriotisme, etc. L'axe de recherche principal est sans doute le problème de l'homme en situation face aux autres humains, face à l'univers. L'homme, un être essentiellement sociétaire, chercheur de liberté, la conception bakouninienne de la liberté n'a rien à voir avec celle que l'on enseigne depuis J.-J. Rousseau : une liberté limitée par celle des autres, la liberté bourgeoise. Bakounine écrit : « Je ne suis vraiment libre que lorsque tous les êtres humains qui m'entourent, hommes et femmes, sont également libres. La liberté d'autrui, loin d'être une limite ou la

négarion de ma liberté, en est au contraire la condition nécessaire et la confirmation. Je ne deviens libre vraiment que par la liberté des autres, de sorte que plus nombreux sont les hommes libres qui m'entourent et plus profonde et plus large est leur liberté, et plus étendue, plus profonde et plus large devient ma liberté. C'est au contraire l'esclavage des hommes qui pose une barrière à ma liberté, ou ce qui revient au même, c'est leur bestialité qui est une négation de mon humanité parce que encore une fois, je ne puis me dire libre vraiment, que lorsque ma liberté, ou ce qui veut dire la même chose, lorsque ma dignité d'homme, mon droit humain, qui consiste à n'obéir à aucun autre homme et à ne déterminer mes actes que conformément à mes convictions propres, réfléchis par la conscience également libre de tous, me reviennent confirmés par l'assentiment de tout le monde. Ma liberté personnelle ainsi confirmée par la liberté de tout le monde s'étend à l'infini. »

● « Guide du militant » par Denis Langlois.

Denis Langlois, avocat à la cour d'appel de Paris, auteur du « Cachot » (le récit de son séjour à Fresnes comme objecteur de conscience), publie maintenant un « Guide du militant ». C'est un guide juridique écrit dans un langage très clair et qui répond à quasiment toutes les questions que se posent ceux qui doivent affronter la police, le pouvoir judiciaire, la prison, l'armée, etc. C'est une mine d'informations sur ce qu'il est indispensable de savoir quant aux interpellations, convocations et interrogatoires de police, sur la garde à vue, les perquisitions, le flagrant délit, sur les moyens qu'a la police d'obtenir des renseignements (téléphone, courrier, indics, etc.), sur les différentes possibilités de défense lorsqu'on est poursuivi, inculpé, sur les rouages de la justice et le fonctionnement des tribunaux, sur les droits à l'intérieur de la prison, sur les internements psychiatriques. D'autres chapitres sont consacrés à l'armée (règlement militaire, etc.), à l'information (création d'un journal, etc., droit d'affichage et d'inscriptions, etc.), au droit d'association, de réunion, de manifestation, aux droits des étrangers. Des textes officiels terminent cet ouvrage de quelque 230 pages édité par le Seuil dans la Collection « Combats », au prix de 20 F.

Nous le recommandons à ceux qui sont en butte à la répression.

---

**NUMÉROS DISPONIBLES**

33 % de réduction pour toute grosse commande

---

24. Nous, un groupe ? .....	2 F
29. Espagne révolutionnaire : 1866 — 1936-39 .....	2,50 F
30. Ecoute camarade .....	2,50 F
31. La Question anarchiste .....	2,50 F
Hors série : Pour l'anarchisme .....	3 F

---

« Anarchisme et non-violence » n'est pas seulement une revue ; les camarades qui l'animent s'emploient à entretenir entre eux et autour d'eux un dialogue permanent.

Dans ce but, les correspondants locaux se tiennent à la disposition de ceux qui à travers la lecture de la revue s'intéressent à ce courant de pensée et désirent s'associer de plus près à nos études, à nos recherches et à nos tentatives d'action.

---

## COR RESPON DANTS LOCAUX

---

**ARDENNES** : J. Turquin, 107, route de Mézières, 08000 Prix-lès-Mézières  
**BAS-RHIN** : P. Sommermeyer, 37, bd d'Anvers, 67000 Strasbourg  
**EURE** : M. Bouquet, 283, rue du Moulin-des-Murailles, 27130 Verneuil  
**PARIS** : A. Bernard, 22, allée de la Fontaine, 93340 Le Raincy  
**VAR** : M. Viaud, La Courtine, 83190 Ollioules  
**BELGIQUE** : F. Destryker, 35, rue Van Elewyck, 1050-Bruxelles  
**SUISSE** : M. Enckell, 24, av. de Beaumont, 1012-Lausanne

---

Cahiers d'études trimestriels

**Directeur de la publication** : Patrice Haslin-Antona

**ABONNEMENT CINQ NUMEROS** : 10 F

Prix du numéro 3 F

**C.C.P.** : Michel **BOUQUET** 2.244-87 H, Rouen

---

« Anarchisme et non-violence » est une publication associée à l'Internationale des résistants à la guerre : War Resisters' International, 3, Caledonian Road, London N1 9DX.

« Anarchisme et non-violence » adhère, en tant que membre collectif, au Centre international de recherches sur l'anarchisme (C.I.R.A.), Beaumont 24, 1012 Lausanne, Suisse.

---

Dépôt légal : 1<sup>er</sup> trim. 73 — C.P.P.P. n° 42.954

Imp. La Ruche Ouvrière, 10, rue de Montmorency, Paris-3<sup>e</sup>